

# Chambre des Représentants.

---

SÉANCE DU 6 MAI 1909.

---

Proposition de loi portant organisation d'asiles spéciaux pour l'internement et le traitement des aliénés dits « criminels », des aliénés dangereux et des alcoolisés.

---

## DÉVELOPPEMENTS.

---

MESSIEURS,

Dans la séance de la Chambre des Représentants du 15 avril 1890, l'honorable M. Le Jeune, Ministre de la Justice, déposa un projet de loi ayant pour objet l'organisation d'asiles spéciaux pour l'internement des aliénés condamnés aux travaux forcés, à la réclusion ou à l'emprisonnement correctionnel, des aliénés dangereux et des malades détenus préventivement ou condamnés aux travaux forcés, à la réclusion ou à l'emprisonnement correctionnel.

Ce projet devant être considéré comme non venu par suite de la dissolution des Chambres, l'honorable M. Le Jeune, qui avait abandonné le portefeuille de la Justice, reproduisit la teneur du projet dans une proposition de loi qu'il déposa au Sénat dans sa séance du 29 janvier 1897.

Toutefois, dans sa proposition au Sénat, l'honorable M. Le Jeune, préoccupé de l'influence croissante exercée par l'alcoolisme sur la criminalité, préconisa l'extension aux « alcoolisés » des mesures à prendre au sujet des aliénés malfaisants.

La Commission de la Justice du Sénat, chargée d'examiner cette proposition, en proposa l'adoption dans un rapport de l'honorable M. Lammens qui fut déposé dans la séance du 30 juin 1897. Mais le Sénat ne se rallia pas aux conclusions de sa Commission. Après une discussion générale qui eut lieu dans les séances des 22 et 23 février 1899, discussion à laquelle

prirent part, avec l'auteur de la proposition, l'honorable M. Begerem, Ministre de la Justice, les honorables MM. Picard, Lefebvre, Janson et Surmont de Volsberghe, la proposition fut repoussée par 37 voix contre 20 et 2 abstentions.

Les critiques que l'honorable M. Begerem, Ministre de la Justice, opposa à la proposition, ne rencontraient pas les considérations de haute valeur morale et sociale dont elle s'inspirait, et « auxquelles, disait-il, tout le monde peut donner son adhésion ».

D'une part, elles faisaient valoir que les conséquences pécuniaires à résulter de la création d'asiles nouveaux n'apparaissaient pas comme suffisamment justifiées par le nombre, relativement restreint, des malades ou condamnés qui devraient y être internés.

« D'autre part, disait l'honorable M. Begerem, dans la législation actuelle, bien appliquée, nous trouvons, grâce à l'intervention des parquets, grâce à l'action vigilante de l'Administration de la Justice et spécialement de son service d'inspection, toutes les garanties que peuvent exiger l'ordre et la sécurité publique. »

Ces objections sont-elles décisives? Nous ne le croyons pas. Depuis dix ans, la question a été souvent agitée à nouveau. Maintes fois, l'opinion publique a été impressionnée par le fait que des individus, ayant commis des actes qualifiés crimes ou délits et ayant été déclarés non coupables comme ayant agi en état de démence, s'étaient empressés, aussitôt sortis de l'asile d'aliénés où ils avaient été colloqués, de commettre des actes identiques à ceux pour lesquels ils avaient été recherchés. Sous l'effet de cette émotion, la réforme préconisée par M. Le Jeune est apparue à beaucoup comme étant d'une nécessité impérieuse. « La question des aliénés dits criminels, disait justement M. le Dr Lentz dans une communication à l'Académie royale de Médecine de Belgique, comme beaucoup de questions difficiles à résoudre, nous offre cette spécialité des retours et des éclipses que subissent périodiquement les problèmes qui s'imposent, mais auxquels la société hésite à donner une solution définitive et radicale (1). » Après l'éclipse, voici le retour.

Combien il y a-t-il eu, depuis dix ans, pour tout le royaume, d'individus ayant bénéficié d'un non-lieu ou ayant été renvoyés absous parce qu'il a été reconnu qu'ils étaient en état d'aliénation mentale au moment des faits? Combien d'entre eux ont été colloqués aux termes de la loi sur les aliénés (lois du 18 juin 1850 et du 28 décembre 1875)? Combien ont été, à ce jour, remis en liberté?

A cette question, qui lui fut posée le 18 mars 1909, l'honorable Ministre de la Justice répondit : que les états envoyés au Département de la Justice ne mentionnant pas les causes des décisions de non-lieu ou d'acquiescement, il ne lui était pas possible de déterminer le nombre d'individus colloqués

---

(1) *Bulletin de l'Académie royale de médecine de Belgique*, séance du 29 décembre 1900.

parmi ceux qui avaient bénéficié d'une décision de non-lieu ou d'acquiescement à raison de leur état mental.

Toutefois, les travaux scientifiques nous fournissent quelques indications du plus haut intérêt sur la progression considérable qu'a subie la folie criminelle. Dans sa communication faite, en 1899, à l'*Académie royale de médecine*, M. le docteur Lentz établit cette progression. La production de la folie criminelle qui était de 132 pour la décade 1879 à 1889, s'est élevée à 306 pour la seconde décade 1889 à 1899, soit une augmentation de plus de 40 % qui n'est nullement en rapport avec l'augmentation générale de la folie, qui n'a été que de 10 % pour les mêmes périodes. M. le docteur Lentz établit aussi dans cette communication, que, pendant les années 1875 à 1889, sur les 485 aliénés « criminels » admis dans les asiles d'aliénés de l'État, il y a eu 50 chutes ou récidives. Sur ces 50 cas, 29 ont donné lieu à des actes de violence, c'est-à-dire que 43 % des aliénés criminels sortis ont eu des rechutes ayant donné lieu à des actes délictueux ou criminels. Ces actes étaient, en général, les mêmes que ceux qu'ils avaient commis une première fois.

Le principe de la responsabilité individuelle est à la base de notre système répressif. Quelque respect qu'on ait pour ce principe, l'accroissement de la folie criminelle et le danger que présente la mise en liberté d'aliénés malfaiteurs toujours portés à la récidive ne doivent-ils pas nous décider à armer la société en vue d'assurer efficacement la protection des personnes et des biens? N'est-il pas désirable, au point de vue même de certains délinquants, de les soumettre à un régime spécial qui soit approprié à leur état pathologique et de chercher à les améliorer avant de les restituer à la circulation sociale?

C'est sous l'empire de ces idées que nous avons cru opportun de reprendre la formule que préconisait, dès 1890, avec tant d'autorité, l'éminent Ministre d'État auquel notre législation est redevable de maintes réformes justement appréciées.

L'Exposé des motifs du projet gouvernemental de 1890 faisait valoir les considérations suivantes, dont la vérité n'a fait que s'affirmer depuis cette époque :

« L'Angleterre et l'Amérique ont des asiles spéciaux pour l'internement des aliénés qui se trouvent sous le coup d'une condamnation à l'emprisonnement ou qui ont été renvoyés, à raison de leur état mental, de poursuites exercées contre eux du chef de faits prévus par la loi pénale. En France, un quartier spécialement approprié, dans la prison de Gaillon, est affecté à l'internement de ces aliénés qu'il est d'usage de désigner sous la dénomination d'*aliénés criminels*.

» La séparation ainsi établie entre les aliénés dits *criminels* et ceux dont l'internement a lieu dans les conditions ordinaires est conseillée par tous les hommes de science qui font de la psychiatrie l'objet de leurs études princi-

pales. Elle est réclamée, depuis longtemps, en Belgique, par la Société de médecine mentale; la nécessité en a été signalée au Sénat et à la Chambre des Représentants.

» Le projet de loi étend à une seconde catégorie d'aliénés, celle des aliénés dangereux qui n'ont point les antécédents judiciaires des aliénés dits *criminels*, la règle de l'internement dans un asile spécial.

» Avant de soumettre aux délibérations des Chambres les propositions formulées dans ce projet de loi, le Gouvernement s'est fait un devoir de consulter l'Académie royale de médecine.

» Le 26 février 1889, le Ministre de la Justice adressait au Président de l'Académie royale de médecine la dépêche suivante, dont la teneur fait connaître l'esprit dans lequel ces propositions sont conçues :

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

» La création d'un asile spécial pour les aliénés dits *criminels* est réclamée au nom de la science médicale. Un vœu semblable est exprimé par tous ceux qui, en dehors du domaine de la médecine, se préoccupent des garanties dues à la sécurité publique, partout où elle peut se trouver menacée.

» Ces garanties, on doit le reconnaître, supposent, de la part de l'autorité, une intervention active que les conditions dans lesquelles la collocation des aliénés dangereux a lieu actuellement ne comportent pas.

» Ceux qui se font les organes de la science médicale demandent que les aliénés dont la folie s'est déclarée après qu'une vie de désordres et de violences leur avait valu la flétrissure d'une condamnation ne soient plus réunis, dans le même asile, à des aliénés pour qui leur voisinage est un contact pénible et préjudiciable. Ils insistent sur l'influence pernicieuse que les habitudes dépravées, les instincts de révolte et de langage de certains repris de justice exercent sur l'état mental des aliénés dont la présence compromet la guérison ou trouble le traitement.

» Ceux qui revendiquent les garanties dues à la sécurité publique demandent que tous les aliénés dangereux, sans distinction, soient placés sous la garde de l'autorité et que le Gouvernement soit mis à même d'assurer, dans un asile à lui, leur séquestration.

» Les médecins réclament un asile séparé pour les condamnés dont la démence a éclaté dans la prison où ils subissaient leur peine. Ils semblent admettre que ce même asile reçoive aussi les aliénés dont l'état mental a motivé la suspension ou l'abandon de poursuites commencées contre eux. Aux catégories de malades qu'ils veulent isoler des autres, des raisons inverses paraissent exiger qu'on ajoute celle des alcooliques. Et l'intérêt qu'il y a, suivant certains médecins, à séparer, des autres aliénés, les aliénés dits *criminels* va jusqu'à exclure la proximité de l'asile destiné à l'internement de ceux-ci.

» On se demande, en présence de ces considérations diverses, quelles

» sont les dispositions législatives et administratives qui réaliseraient les  
 » garanties dues à la sécurité publique, en répondant le mieux, dans la  
 » mesure du possible, aux prescriptions de la science médicale.

» Un asile unique, dont les installations se prêteraient, d'ailleurs, à tous  
 » les classements conseillés par la science médicale ou réclamés par les  
 » convenances sociales, ne pourrait-il pas, sans inconvénients sérieux, être  
 » affecté à la séquestration de tous les aliénés dangereux, indistincte-  
 » ment.

» Convient-il d'interner, dans ce même asile, les aliénés sans ten-  
 » dances dangereuses qui se trouveraient sous le coup d'une condamna-  
 » tion ou auraient été relaxés comme irresponsables?

» Si le régime réclamé pour les aliénés dits *criminels* doit s'étendre à  
 » tous les aliénés dangereux, à l'aide de quelle définition scientifique ceux-  
 » ci pourraient-ils être désignés dans un texte législatif? Cette définition  
 » comprendrait-elle la démence qui se manifeste par des outrages aux  
 » mœurs ou des attentats à la pudeur?

» A quels faits prévus par la loi pénale faut-il que des poursuites se rap-  
 » portent pour que le malade qui en a été l'objet, avant de tomber en  
 » démence, ou qui en a été renvoyé comme irresponsable et qui n'est pas  
 » dangereux, doive être rangé parmi les aliénés dits *criminels*?

» L'intérêt qui s'attache, dans le traitement des aliénés, à la continua-  
 » tion des rapports de famille entre le malade et les siens existe-t-il au  
 » même degré pour les aliénés dangereux que pour les autres?

» Je serais heureux de connaître, sur toutes ces questions, l'avis de  
 » l'Académie de médecine et je vous serai reconnaissant de bien vouloir  
 » lui proposer d'en délibérer. »

» L'Académie n'a répondu à la dépêche du Ministre de la Justice qu'après  
 avoir soumis à une discussion approfondie, qui a occupé ses séances du  
 29 juin 1889, du 29 juillet 1889, du 26 octobre et du 30 novembre 1889,  
 les questions sur lesquelles son avis était demandé (1).

» Le Gouvernement a puisé de précieux enseignements dans l'exposé de  
 cette savante discussion, mais il n'a pas cru pouvoir conformer entièrement  
 aux conclusions votées par l'Académie les dispositions législatives dont il a  
 rédigé le projet.

» L'Académie admet que le régime de l'asile spécial s'applique nécessaire-  
 ment et légitimement, en dehors de la catégorie des aliénés dits *criminels*,  
 aux aliénés dangereux. Sur ce point essentiel, elle apporte au projet de loi  
 l'appui considérable de son vote unanime; mais le projet de loi n'adopte pas  
 sans quelques modifications, qui atténuent les rigueurs du système, la clas-  
 sification proposée par l'Académie pour la formation des deux catégories  
 d'aliénés à placer sous le régime de l'asile spécial.

---

(1) *Bulletin de l'Académie royale de médecine de Belgique*, IV<sup>e</sup> série, t. III, pp. 196-268-281-327-362-568-581-612.

» Le vœu de l'Académie est que l'internement dans un asile spécial soit la règle pour les aliénés dits *criminels* et pour les aliénés dangereux. Elle range dans la catégorie des aliénés dits *criminels* ceux qui ont à purger une condamnation pour crime et ceux qui, ayant commis, en état de démence, un acte présentant, d'après les définitions de la loi pénale, les caractères matériels d'un crime, ont été renvoyés des poursuites ou acquittés comme irresponsables. Elle confond, dans la catégorie des aliénés dangereux, tous les déments dont elle dresse la nomenclature en ces termes : « tous les » aliénés chez lesquels un examen aura révélé des instincts homicides, des » impulsions irrésistibles et violentes, des mœurs ou des habitudes per- » verses qui justifieraient leur éloignement des autres malades, eu égard à » leur sécurité et au respect moral qui leur est dû. De ce nombre sont » certains épileptiques, alcooliques, fous moraux, instinctifs, etc. »

» Le projet de loi prescrit l'internement dans un asile spécial pour les deux catégories. Il ne range dans la catégorie des aliénés dits *criminels* que ceux qui se trouvent sous le coup d'une condamnation, mais il assimile à ceux qui ont été condamnés pour crime ceux qui ont à purger une peine d'emprisonnement correctionnel. Quant aux aliénés qui ont été renvoyés des poursuites ou acquittés comme irresponsables, à propos d'un acte qualifié crime ou délit, il ne les soumet au régime de l'asile spécial que pour autant qu'à raison de leurs instincts homicides, de leur penchant au viol ou à l'incendie, de leurs mœurs dépravées ou de leurs habitudes perverses, ils n'appartiennent à la catégorie des aliénés dangereux.

» Des mœurs dépravées ou des habitudes perverses ne suffisent pas, d'après le projet de loi, pour qu'un aliéné doive être classé parmi les aliénés dangereux, et la démence qui se complique de mœurs dépravées ou d'habitudes perverses, sans qu'il y ait, d'ailleurs, ni instincts homicides ni tendances au viol ou à l'incendie, n'entraîne pas l'internement dans un asile spécial pour tous les aliénés, mais, seulement, pour ceux qui ont été poursuivis criminellement ou correctionnellement et relaxés ou acquittés comme irresponsables. Les aliénés qui ont ces antécédents judiciaires, avec l'aggravation résultant de mœurs dépravées ou d'habitudes perverses, forment, réunis aux aliénés qui manifestent des instincts homicides ou des tendances au viol ou à l'incendie, la catégorie des aliénés dangereux dans le projet de loi.

» Ces différences entre les conclusions votées par l'Académie royale de médecine et les dispositions législatives dont le projet est soumis aux délibérations des Chambres s'expliquent par des raisons qui, dans la pensée du Gouvernement, les justifient complètement.

» Il n'est pas juste que des asiles dans lesquels les malades indigents subissent toutes les promiscuités que la thérapeutique n'interdit pas absolument deviennent, en recevant les condamnés qui sont frappés d'aliénation mentale pendant leur détention, les succursales des établissements pénitentiaires. Il y a là de légitimes susceptibilités qu'il faut respecter et des impressions morales qu'il importe d'épargner aux malades des asiles ordinaires. Ces considérations ne concernent pas seulement les condamnés qui

ont été reconnus coupables d'un crime, elles s'appliquent, avec la même force, à tous les condamnés à qui le juge a infligé la prison, et le Gouvernement estime que les dispositions relatives aux aliénés dits *criminels* doivent s'étendre aux condamnés correctionnels.

» A ces prisonniers, à qui leur genre de vie a valu une condamnation sévère et dont la captivité est flétrissante, l'Académie assimile les malades dont les antécédents judiciaires consistent en des poursuites criminelles auxquelles la constatation de leur état mental a mis fin. Sans doute, en matière correctionnelle comme en matière criminelle, il se peut que l'événement qui a provoqué cette intervention de la justice répressive soit la terminaison fatale d'une vie dérégulée dont les excès ou les violences se répercutent sur l'état mental de l'aliéné et se retrouvent dans ses mœurs ou ses habitudes; l'aliéné, dans ce cas, sera un aliéné dangereux. Il arrivera, au contraire, que, sous les apparences d'un crime, l'acte qui aura donné lieu aux poursuites ne sera qu'une crise accidentelle dans le cours de la maladie mentale et que, soustrait au milieu dans lequel cette crise aura éclaté, l'aliéné sera parfaitement inoffensif. Soumettre ces malades uniformément au régime de l'asile spécial comme les condamnés, c'est faire une assimilation fautive et généraliser, à tort, une mesure dont l'utilité et la légitimité dépendent de circonstances qui varient. L'inflexibilité de la prescription légale se conçoit, à l'égard des aliénés dits *criminels* qui, tous, doivent être séquestrés dans un asile spécial, par cela seul qu'ils figurent au casier judiciaire; mais, lorsqu'il s'agit des aliénés dangereux, tout se subordonne à une appréciation que la loi doit abandonner au tact et au discernement du juge.

» Le projet de loi fournit au juge les indications qui le guideront dans cette appréciation. Il énumère les aberrations de l'intelligence et de la volonté qui caractérisent l'état mental des aliénés soumis, comme aliénés dangereux, au régime de l'asile spécial. L'énumération proposée par l'Académie royale de médecine est beaucoup plus large que celle du projet de loi; les impulsions irrésistibles et violentes, les mœurs dépravées, les habitudes perverses, pour peu que la sûreté des autres malades et les égards qui leur sont dus puissent avoir à en souffrir, y sont, pour tous les aliénés sans distinction, motifs d'internement dans un asile spécial.

» Les instincts homicides et le penchant au viol ou à l'incendie sont les seules impulsions irrésistibles et violentes que le projet de loi désigne comme étant caractéristiques de la folie dangereuse chez tous les aliénés. Pour les aliénés qui ont commis un acte qualifié crime ou délit, et non pour les autres, le projet de loi déclare que des mœurs dépravées ou des habitudes perverses peuvent, sans qu'il y ait ni instincts homicides ni penchant au viol ou à l'incendie, motiver l'internement dans un asile spécial. Aller au delà, ce serait donner à l'intervention gouvernementale, que la loi nouvelle est destinée à organiser, une extension qu'elle ne comporte pas.

» Il est naturel que l'Académie royale de médecine, dans sa sollicitude pour des malheureux au sujet desquels son unique préoccupation est de les

secourir dans leur misère, songe à atténuer, autant que possible, avec l'aide de la loi et du Gouvernement, les inconvénients si pénibles des promiscuités de l'asile fermé. Le législateur, en la suivant sur ce terrain, se laisserait entraîner à prendre, en faveur des aliénés, des mesures qui ne sont pas réclamées par les intérêts publics auxquels le rôle du Gouvernement est de pourvoir.

» L'internement des aliénés qui se trouvent sous le coup d'une condamnation aux travaux forcés, à la réclusion ou à l'emprisonnement correctionnel, correspond à la détention que le Gouvernement est chargé de leur faire subir. Les mesures à prendre à l'égard des aliénés qui ont commis un acte qualifié crime ou délit se rattachent à l'administration de la justice et à la police générale. L'internement des aliénés qui sont en proie à la manie du meurtre, du viol ou de l'incendie, intéresse la sûreté publique. Il est donc rationnel que le législateur édicte les dispositions qui sont formulées dans le projet de loi.

» Ce que l'Académie royale de médecine demande en plus, ne concerne que le repos moral des aliénés, leur bien-être et la moralité dans les asiles, et peut se réaliser sans que le Gouvernement y prête un concours actif. L'ordre public y est intéressé, mais la police spéciale, qui est organisée par la loi sur le régime des aliénés, suffit à assurer, de ce côté, toutes les garanties nécessaires. C'est donc à juste titre que le Gouvernement a restreint les dispositions formulées dans le projet de loi aux aliénés qui sont condamnés à la prison, aux aliénés qui ont commis, en état de démence, un acte qualifié crime ou délit, à ceux que leur démence pousse au meurtre, au viol ou à l'incendie.

» Les articles 2 à 6 du projet de loi règlent les formalités de l'internement de ces aliénés dans l'asile spécial.

» Les condamnés qui ne sont pas détenus sont admis dans l'asile spécial ainsi qu'il est prévu à l'article 7 de la loi du 25 janvier 1874. Le paragraphe 2 de l'article 2 du projet de loi remplace, en ce qui concerne les condamnés détenus, les dispositions de l'article 12 de la loi du 25 janvier 1874. Le transfèrement a lieu, de la prison à l'asile spécial, sur la réquisition de l'officier du ministère public près la cour ou le tribunal qui a prononcé la condamnation.

» Le renvoi des poursuites, en matière criminelle ou correctionnelle, et l'acquiescement, en matière correctionnelle, font l'objet de décisions motivées; rien ne s'oppose donc, lorsqu'il s'agit d'un aliéné reconnu irresponsable, à ce que la juridiction qui a instruit la cause et qui a motivé sa décision en constatant l'aliénation mentale statue sur l'internement, sans désemparer.

» Il en est autrement, lorsque l'acquiescement a lieu en Cour d'assises. Le verdict du jury n'est pas motivé, et il ne peut appartenir à la Cour d'en donner, par ordonnance, l'interprétation. Que l'exception de démence, invoquée par la défense, ait été repoussée ou qu'elle ait été accueillie par le ministère public, le verdict du jury n'en reste pas moins impénétrable sur ce point. Il serait contraire aux convenances que la Cour, en présence du



ministère public, qui a dû s'en expliquer dans le débat à l'audience, et du jury, qui a dû en délibérer et s'en inspirer pour son verdict, fut appelée à statuer, après l'acquiescement, sur la question de démente et se trouvât dans le cas de devoir opposer, à un verdict d'acquiescement, une ordonnance d'internement. Le projet de loi tourne cet écueil en renvoyant à la chambre du conseil du Tribunal de première instance la décision relative à l'internement et ne laissant à la Cour d'assises que le soin de régler, en chambre du conseil, les préliminaires de cette décision.

» Les dispositions des articles 2, 3 et 4 du projet de loi, qui concernent les aliénés dits *criminels* et les aliénés dont l'internement peut, à raison des poursuites dont ils ont été l'objet, être ordonné par les chambres du conseil des Cours d'appel et des tribunaux de première instance et les chambres des mises en accusation, se concilient avec les dispositions de l'article 7 de la loi du 25 janvier 1874. L'aliéné qui se trouve sous le coup d'une condamnation à l'emprisonnement et qui a été laissé en liberté est admis dans l'asile spécial, soit en exécution d'un ordre d'érou, soit, conformément à l'article 7 de la loi du 25 janvier 1874, en vertu d'un arrêté de collocation ou sur une demande d'admission ; le transfèrement à l'asile spécial serait immédiatement requis par le ministère public, si l'aliéné était abusivement admis dans un asile ordinaire. L'aliéné relaxé ou acquitté comme irresponsable, dont la juridiction répressive n'a pas ordonné l'internement, sera admis dans un asile ordinaire, en vertu d'un arrêté de collocation ou sur une demande d'admission, conformément aux n<sup>os</sup> 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup> de l'article 7 de la loi du 25 janvier 1874.

» L'article 6 du projet de loi s'occupe des aliénés dangereux qui, n'appartenant pas, d'ailleurs, à la catégorie des aliénés dits *criminels*, ne se trouvent pas dans la situation prévue par les articles 3 et 4 ou ont été soit relaxés, soit acquittés, sans que la juridiction répressive ait ordonné l'internement dans l'asile spécial. L'initiative, ici, est laissée aux personnes et aux autorités que les n<sup>os</sup> 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup> de l'article 7 de la loi du 25 janvier 1874 désignent, et l'admission dans un asile ordinaire précède toujours l'internement dans l'asile spécial. Le transfèrement à l'asile spécial a lieu en vertu d'une décision du Ministre de la Justice. Cette décision n'intervient jamais qu'après que l'état mental de l'aliéné ait été suffisamment observé dans l'asile ordinaire.

» Le projet de loi ne pouvait pas en disposer ainsi sans prescrire, en même temps, des mesures destinées à parer, autant que possible, aux inconvénients du séjour des aliénés dangereux dans les asiles ordinaires pendant la période d'observation. Le certificat médical dont la production est exigée par l'article 8 de la loi du 25 janvier 1874 sera désormais inopérant, aux termes de l'article 6 du projet de loi, s'il ne renferme une déclaration précise au sujet des instincts homicides et du penchant au viol ou à l'incendie et l'aliéné que le certificat médical signalera comme dangereux sera placé dans un quartier d'isolement. Il en sera de même de l'aliéné

dont l'admission aurait lieu, en vertu du n° 1° de l'article 7 de la loi du 25 janvier 1874, sans production de certificat médical.

» À quelque catégorie que les aliénés appartiennent, les formalités auxquelles le projet de loi assujettit leur internement dans l'asile spécial offrent, sous le contrôle des tribunaux, tel que l'article 10 l'établit, les garanties les plus sérieuses. Le projet de loi renforce, à l'entrée de l'asile spécial, les précautions contre l'abus de l'internement; des précautions non moins sûres doivent être prises, à la sortie de l'asile spécial, dans l'intérêt de la sécurité publique. Les articles 7, 8 et 9 du projet de loi y pourvoient.

» L'internement pour cause d'instincts homicides ou de penchant au viol ou à l'incendie fait peser sur l'aliéné une présomption de nocuité qui persiste, quelle que soit la marche de la maladie mentale, jusqu'à constatation de la guérison définitive. L'article 9 du projet de loi détermine les conditions auxquelles cette constatation est subordonnée; il exige, dans la déclaration du médecin de l'asile, la mention textuelle que la guérison doit être considérée comme définitive et il réserve au comité d'inspection et de surveillance de l'asile la décision quant à la mise en liberté.

» Ces dispositions s'appliquent aux aliénés dont le transfèrement a eu lieu, en exécution de l'article 6 du projet de loi, d'un asile ordinaire à l'asile spécial et à ceux dont l'internement dans l'asile spécial a été ordonné, en vertu de l'article 3 ou de l'article 4 du projet de loi, par la chambre du conseil d'une Cour d'appel ou d'un tribunal de première instance ou une chambre des mises en accusation, avec mention spéciale, au vu de l'article 5, des instincts homicides ou du penchant au viol ou à l'incendie.

» Les aliénés relaxés des poursuites ou acquittés, alors même que leur internement dans un asile spécial a été ordonné, en vertu de l'article 3 ou de l'article 4 du projet de loi, sans qu'ils eussent manifesté des instincts homicides ou le penchant au viol ou à l'incendie, ne sortent de cet asile qu'après guérison. Les mœurs dépravées ou les habitudes perverses qui, dans ce cas, les ont fait considérer comme dangereux procèdent de leurs antécédents, autant que de l'affection cérébrale dont ils souffrent, et le motif de leur internement dans un asile spécial subsiste jusqu'à leur guérison. Le projet de loi ne prévoit pas, pour eux, le transfèrement dans un asile ordinaire; mais ils sont mis en liberté, dans les formes tracées par l'article 13 de la loi du 25 janvier 1874, lorsque le médecin, en les déclarant guéris, atteste qu'à aucune époque il n'a constaté, chez eux, ni instincts homicides ni penchant au viol ou à l'incendie. À défaut de cette attestation, leur élargissement pour cause de guérison ne peut, aux termes de l'article 8 du projet de loi, avoir lieu que dans les conditions déterminées par l'article 7.

» La règle est la même pour les aliénés dits *criminels* qui ont purgé leur condamnation. Ils sont mis en liberté conformément à l'article 13 de la loi du 25 janvier 1874 ou conformément à l'article 7 du projet de loi,

selon que le médecin de l'asile délivre ou non le certificat négatif qui dispense des exigences rigoureuses de l'article 7 du projet de loi. Ces précautions se justifient, à leur égard, par le caractère suspect qu'il est prudent d'attribuer, en général, à l'aliénation mentale qui se déclare chez les condamnés, mais il ne s'agit que d'une présomption à écarter. La condamnation purgée, l'unique motif de l'internement dans l'asile spécial a disparu, il reste seulement à vérifier si la nature de sa démence ne place pas, dans la catégorie des aliénés dangereux, l'aliéné qui a cessé d'appartenir à la catégorie des aliénés dits *criminels*. Il se peut que sa démence n'ait jamais offert la complication des instincts homicides, du penchant au viol ou à l'incendie, ni même celle des mœurs dépravées ou des habitudes perverses. Aussi le projet de loi admet-il, pour les aliénés dits *criminels* qui ont purgé leur condamnation, le transfèrement dans un asile ordinaire. Il est autorisé, en vertu de l'article 9, par le Ministre de la Justice, sur le vu d'un rapport du médecin de l'asile attestant qu'à aucune époque il n'a constaté, chez l'aliéné, ni instincts homicides, ni penchant au viol ou à l'incendie, ni mœurs dépravées ou habitudes perverses qui le rendent dangereux pour les autres malades.

» La science médicale, dans les constatations auxquelles le projet de loi subordonne l'élargissement des aliénés placés sous le régime de l'asile spécial, n'est pas infaillible et ne peut jamais répondre absolument de l'avenir. Le projet de loi devait donc tenir compte de l'éventualité des rechutes. L'article 12 prescrit pour cette éventualité, à quelque époque que la rechute se produise, la réintégration dans l'asile spécial.

» Si, cependant, l'état du malade exigeait l'internement immédiat et que l'asile spécial ne fût pas l'asile le plus proche, la dérogation à l'article 12 serait permise, à charge d'en aviser sur-le-champ le Ministre de la Justice.

» Les pénalités qui sanctionnent les dispositions de l'article 12, de même que celles qui sont prononcées par l'article 6, sont en rapport avec les dispositions de l'article 38 de la loi du 25 janvier 1874.

» L'institution nouvelle que le projet de loi organise, il convient d'en faire l'observation en terminant cet exposé, ne sera pas autre chose qu'un établissement approprié au traitement des aliénés qu'il recevra. La séquestration de ces aliénés dans les asiles ordinaires nécessite l'emploi de moyens de contrainte qui nuisent à leur traitement et qui offensent les sentiments d'humanité. L'asile spécial y suppléera, dans une large mesure, par des installations qui permettront de mieux concilier les précautions réclamées par la situation légale ou par l'état mental des malades avec tous les ménagements dus à leur infirmité.

» L'article 13 <sup>(1)</sup> du projet de loi constate, ce qui allait de soi, d'ailleurs, que les dispositions du chapitre VI de la loi du 25 janvier 1874 sont

---

(1) Devenu l'article 15 de la présente proposition.

applicables aux frais d'entretien des aliénés internés dans un asile spécial de l'État.

» L'article 14 <sup>(1)</sup> complète la série des asiles dans lesquels les malades seront sous la garde de l'autorité.

» Il est des constitutions bestiales qui se font au régime contre nature que l'incarcération inflige aux détenus ; mais le fait ordinaire, c'est l'altération de la santé physique et morale par l'emprisonnement prolongé. Il est juste que le délinquant subisse, dans les effets débilitants du régime de la prison, les conséquences de sa faute. Cependant, notre système pénitentiaire n'est pas impitoyable ; il réagit, autant que possible, à l'aide d'une discipline raisonnée et d'une alimentation combinée d'après les données de la science, contre les influences malsaines de la prison. Il suspend le cours de la répression, lorsque la vie du détenu est en danger et que l'adoucissement des rigueurs de l'emprisonnement peut la sauver. Mais les infirmeries de nos établissements pénitentiaires n'offrent pas, à cet égard, les ressources nécessaires, et il arrive qu'on doive recourir à la mise en liberté. Pour peu qu'il s'agisse d'une condamnation grave, il se peut que les circonstances ne se prêtent pas à cette mesure qui présente, d'ailleurs, au détriment du condamné, l'inconvénient d'interrompre l'exécution de la peine. L'article 14 <sup>(2)</sup> du projet de loi met à la disposition des parquets une dépendance des établissements pénitentiaires dans laquelle la détention pourra se continuer, nonobstant l'état critique du condamné. »

Comme nous l'avons dit ci-dessus, la proposition faite au Sénat par l'honorable M. Le Jeune dans la séance du 29 janvier 1897 étend aux alcoolisés le régime des asiles spéciaux.

Cette extension était ainsi justifiée dans les développements de la proposition :

« Il est certain que, depuis quelques années, la progression de la criminalité, en Belgique, s'est arrêtée avec une tendance marquée au recul ; mais l'effort de moralisation dont les résultats s'affirment ainsi est neutralisé, de plus en plus, par l'empoisonnement auquel notre population est en proie. Ce que ces résultats, symptômes de l'état moral du pays, seraient sans l'alcool, on peut aisément se le figurer en consultant la statistique pénitentiaire, en notant, pour en faire le dénombrement, les attentats et les crimes dont l'alcool est la cause et dont les journaux nous apportent quotidiennement le récit.

» Les ravages de l'alcoolisme s'aggravent ; ceux qui s'en font une source de richesses travaillent librement à en activer la propagation ; les générations arrivant à l'âge des violences criminelles avec la tare héréditaire de l'alcoolisme se succèdent depuis un quart de siècle ; l'absinthisme qui sévit en

---

(1) Devenu l'article 16 de la proposition de 1897.

(2) Devenu l'article 16 de la proposition de 1897.

France, fléau plus funeste encore que l'alcoolisme, avait épargné, jusqu'ici, notre pays; l'invasion de l'absinthe est imminente.

» La science médicale enseigne et la science criminelle admet que l'ivresse, même volontaire, et l'alcoolisme chronique peuvent atténuer la responsabilité pénale et que le délire alcoolique la supprime. La science médicale atteste que la menace du châtimeut est vaine, lorsque c'est l'alcool qui pousse au crime. La répression pénale, en face de l'alcoolisme, est donc impuissante à assurer la préservation sociale, et il est temps de songer à prendre, dans le domaine de la criminalité tout au moins, les précautions devenues indispensables contre les accès de fureur des alcoolisés.

» Une assimilation rationnelle et légitime justifie, à l'égard de l'alcoolisme, dans les limites tracées par la science médicale, les mesures de sûreté dont l'aliénation mentale est l'objet. Les dispositions qui concernent, dans ma proposition de loi, les alcoolisés traduits en justice, à la suite d'actes de violence ou d'ivrognerie, restent, certainement, en deçà de ces limites. »

Nous ne pouvons mieux faire, pour justifier notre initiative actuelle, que de reprendre, en faveur de la réforme préconisée par l'honorable Ministre de la Justice de 1890, les motifs qu'il développait si judicieusement dans son exposé. Il est superflu d'ajouter que nous ne l'avons fait qu'avec les encouragements de son auteur, sous le haut patronage duquel nous nous plaçons.

Toutefois, il nous a paru utile de modifier, sur deux points importants, le texte proposé par l'honorable M. Le Jeune.

Ce texte comportait un article 16 prévoyant le transfert, dans les asiles spéciaux, de « tout individu détenu préventivement qui sera atteint d'une infirmité ou d'une maladie grave ainsi que de tout condamné dont la santé sera altérée par l'incarcération au point de mettre sa vie en danger ».

Pourquoi cette assimilation ? La place de ces malades est-elle bien dans les « asiles spéciaux » qui seront affectés au soin des maladies mentales et qui ne seront pas pourvus du matériel instrumental nécessaire pour traiter pareils patients ? Ceux-ci ne seront-ils pas mieux soignés dans les infirmeries de nos prisons ordinaires, dont l'une ou l'autre pourrait être spécialement appropriée à leur traitement ? D'autre part, la promiscuité qu'entraînerait cette disposition ne nuirait-elle pas au caractère que ces asiles spéciaux devront conserver ?

Nous avons donc fait disparaître du texte et du titre même de la proposition tout ce qui concernait ces malades.

D'autre part, l'article 7 de la proposition de l'honorable M. Le Jeune confiait aux Comités d'inspection et de surveillance des asiles le soin de statuer sur la mise en liberté des individus internés dans un asile spécial de l'État pour cause d'instincts homicides ou de penchant au viol ou à l'incendie.

On peut se demander si ces Comités auraient la compétence qu'exige une pareille mission. Simples rouages administratifs, leurs décisions ne comporteront aucun débat contradictoire. Mieux vaut, dans l'intérêt de la

société et des individus, faire intervenir ici l'autorité judiciaire qui, après avoir entendu le ministère public, l'interné ou ceux qui ont qualité pour l'assister et le représenter, pourra, si elle le juge bon, faire appel aux lumières des spécialistes, et apportera en tout cas une plus grande prudence dans ses décisions que ne le ferait un comité statuant sans formalisme d'aucune sorte.

La réforme législative que nous préconisons entraînera des mesures d'application que nous n'avons pas à envisager dans leurs multiples détails. Toutefois, nous estimons que ces mesures devront exclure des asiles spéciaux tout ce qui pourrait ajouter aux exigences du traitement, des facilités ou un confort superflus. De même que leur construction devra, comme la construction des prisons, prévoir toutes les tentatives d'évasion, une réglementation sévère devra assimiler leur personnel au personnel de nos maisons de détention au point de vue des responsabilités. Le système des asiles actuels n'offre, à cet égard, que de médiocres garanties, et la nécessité de prémunir la société contre les évasions d'aliénés criminels apparaît même comme un argument de plus en faveur de la réforme proposée.

Cette réforme intéresse donc non seulement l'application de notre système pénitentiaire et le régime des aliénés. Elle réalise, aussi, des garanties que la sécurité publique réclame impérieusement.

C'est pourquoi nous exprimons l'espoir que la Chambre trouvera le temps d'en aborder l'examen à bref délai.

H. CARTON DE WIART.

---

**Proposition de loi portant organisation d'asiles spéciaux pour l'internement et le traitement des aliénés dits « criminels », des aliénés dangereux et des alcoolisés.**

ARTICLE PREMIER.

Il sera établi, aux frais de l'État, sous la dénomination d'*Asile spécial de l'État*, des asiles affectés exclusivement à l'internement et au traitement des aliénés et des alcoolisés qui sont l'objet des dispositions de la présente loi.

ART. 2.

Les condamnés aux travaux forcés, à la reclusion ou à l'emprisonnement correctionnel, atteints d'aliénation mentale, sont internés dans un Asile spécial de l'État. Le transfèrement dans l'Asile spécial de l'État a lieu sur la réquisition du Parquet général dans le ressort duquel la condamnation a été prononcée.

Pour ces condamnés, l'internement dans l'Asile spécial de l'État sera toujours imputé sur la durée de la peine.

ART. 3.

La Cour d'assises, en chambre du conseil, lorsqu'elle estime qu'il y a lieu de rechercher si l'accusé qui a été l'objet d'un verdict de non-culpabilité n'est atteint ni d'aliénation men-

**Wetsvoorstel houdende instelling van bijzondere inrichtingen tot opneming en behandeling van zogenoemde crimineele krankzinnigen, van gevaarlijke krankzinnigen en van alcoholisten.**

EERSTE ARTIKEL.

Onder benaming van *Bijzonder Rijksgesticht*, worden op 's Rijks kosten gestichten opgericht die uitsluitend dienen tot opneming en verpleging van de krankzinnigen en alcoholisten, bij de bepalingen dezer wet bedoeld.

ART. 2.

Veroordeelden tot dwangarbeid, tot opsluiting of tot correctioneële gevangenisstraf, die met krankzinnigheid zijn geslagen, worden in een bijzonder Rijksgesticht opgenomen. Overbrenging naar het bijzonder Rijksgesticht geschiedt op aanzoek van het Parket-Generaal binnen welks rechtsgebied de veroordeeling is uitgesproken.

Voor die veroordeelden wordt hun verblijf in het bijzonder Rijksgesticht steeds van den straftijd afgerekend.

ART. 3.

Wanneer het Assisenhof, in raadkamer vergaderd, denkt dat er dient nagegaan of de beschuldigde, die door de jury-uitspraak onschuldig is verklaard, niet aan krankzinnigheid of

tale ni d'alcoolisme chronique, peut, après l'acquiescement prononcé, le renvoyer devant la Chambre du conseil du tribunal de première instance séant dans la même ville et ordonner qu'il sera provisoirement placé dans un Asile spécial de l'État.

La Chambre du conseil, saisie par ce renvoi, procède, d'urgence, aux investigations nécessaires. Si elle juge que l'accusé acquitté est atteint d'aliénation mentale et ne peut être mis en liberté, elle ordonne qu'il sera maintenu à l'Asile spécial de l'État ou qu'il sera transféré dans un asile ordinaire. L'internement dans l'Asile spécial de l'État sera ordonné, lorsque l'accusé, reconnu aliéné, aura manifesté des instincts homicides ou le penchant au viol ou à l'incendie et lorsque ses mœurs dépravées ou ses habitudes perverses le rendront dangereux pour les autres malades. Si elle juge que l'accusé acquitté est atteint d'alcoolisme chronique, elle ordonne qu'il sera interné dans un Asile spécial de l'État.

#### ART. 4.

Lorsque l'auteur d'un fait, qualifié crime ou délit, est reconnu irresponsable par suite de son état mental, la Chambre du conseil du tribunal ou de la Cour d'appel, dans le cas de non-lieu ou d'acquiescement, en matière correctionnelle, et la Chambre des mises en accusation, dans le cas d'arrêt de non-lieu, peuvent, d'après les circonstances, ordonner qu'il sera interné dans un Asile spécial de l'État ou ordonner qu'il sera interné dans un asile ordinaire.

L'internement dans un Asile spécial

aan ingewortelde alcoholziekte lijdt, kan het hof hem, na vrijspraak, verwijzen naar de Raadkamer van de in dezelfde stad zitting houdende rechtbank van eersten aanleg en bevelen dat hij voorloopig in een bijzonder Rijksgesticht worde geplaatst.

De Raadkamer, naar welke de persoon is verwezen, doet, zonder uitstel, de noodige opsporingen. Acht zij dat de vrijgesproken beschuldigde met krankzinnigheid is geslagen en niet in vrijheid kan worden gesteld, zoo beveelt zij dat hij in het bijzonder Rijksgesticht zal blijven of naar een gewoon gesticht worden overgebracht. Opneming in het bijzonder Rijksgesticht wordt bevolen, wanneer de beschuldigde, krankzinnig erkend zijnde, neiging tot doodslag, tot verkrachting of tot brandstichting aan den dag heeft gelegd en wanneer hij, door zijne verdorven zeden of slechte gewoonten, voor andere zieken gevaarlijk is. Acht zij dat de vrijgesproken beschuldigde lijdt aan ingewortelde alcoholziekte, zoo beveelt zij dat hij in een bijzonder Rijksgesticht worde opgenomen.

#### ART. 4.

Wanneer de dader van een feit, dat als misdadig of wanbedrijf aangemerkt wordt, tengevolge van zijnen geestestoestand ontoerekenbaar wordt geacht, zoo kan de Raadkamer van de rechtbank of van het Hof van beroep, ingeval van buitenvervolginstelling of van vrijspraak in boetstraffelijke zaken, en de Kamer van inbeschuldiginginstelling ingeval door het arrest van de vervolging wordt afgezien, volgens de omstandigheden, bevelen dat hij, hetzij in een bijzonder Rijksgesticht, hetzij in een gewoon gesticht worde opgenomen.

Opneming in een bijzonder Rijksgesticht



de l'État sera ordonné, lorsque l'aliéné aura manifesté des instincts homicides ou le penchant au viol ou à l'incendie et lorsque ses mœurs dépravées ou ses habitudes perverses le rendront dangereux pour les autres malades.

## ART. 5.

Lorsque l'internement dans un Asile spécial de l'État est ordonné, en vertu de l'article 3 ou de l'article 4 de la présente loi, par le motif que l'aliéné a manifesté, soit des instincts homicides, soit le penchant au viol ou à l'incendie, mention en est faite dans l'ordonnance.

## ART. 6.

Tout aliéné chez qui l'examen médical aura révélé des instincts homicides ou le penchant au viol ou à l'incendie sera transféré, de l'asile où il aura été reçu conformément à l'article 7 de la loi du 25 janvier 1874, dans un Asile spécial de l'État.

Le certificat médical dont la production est exigée par l'article 8 de la loi du 25 janvier 1874 contiendra, à l'avenir, une déclaration par laquelle le signataire attestera ou qu'il a constaté, chez l'aliéné, soit des instincts homicides, soit le penchant au viol ou à l'incendie ou qu'il n'a connaissance d'aucun motif qui doive faire soupçonner que l'aliéné se trouve sous l'empire de l'une de ces manies.

Dans le cas de déclaration affirmative et dans le cas du n° 1 de l'article 7 de la loi du 25 janvier 1874, l'aliéné sera placé dans un quartier d'observation et y sera maintenu pendant

gesticht wordt bevolen, wanneer de krankzinnige neiging tot doodslag, tot verkrachting of tot brandstichting aan den dag heeft gelegd, en wanneer zijne verdorven zeden of slechte gewoonten hem voor andere zieken gevaarlijk maken.

## ART. 5.

Wanneer opneming in een bijzonder Rijksgesticht wordt bevolen krachtens artikel 3 of artikel 4 van deze wet, doordien de krankzinnige hetzij neiging tot doodslag, hetzij neiging tot verkrachting of tot brandstichting aan den dag heeft gelegd, zoo wordt daarvan melding gemaakt in het bevelschrift.

## ART. 6.

Ieder krankzinnige, bij wien het geneeskundig onderzoek neiging tot doodslag, tot verkrachting of tot brandstichting heeft ontdekt, wordt, van het gesticht, waarin hij overeenkomstig artikel 7 der wet van 25 Januari 1874 werd opgenomen, naar een bijzonder Rijksgesticht overgebracht.

In het geneeskundig getuigschrift, waarvan de overlegging is vereischt bij artikel 8 der wet van 25 Januari 1874, wordt voortaan eene verklaring opgenomen, waarbij de onderteekenaar getuigt: óf dat hij bij den krankzinnige hetzij neiging tot doodslag, hetzij neiging tot verkrachting of tot brandstichting heeft waargenomen, óf dat er, naar zijn bevinden, geene reden bestaat, welke laat vermoeden dat de krankzinnige door eene dier neigingen is aangetast.

Ingeval de verklaring bevestigend luidt en in het geval bedoeld bij n° 1 van artikel 7 der wet van 25 Januari 1874, wordt de krankzinnige in eene afzonderlijke plaats in 't oog gehouden en

les quinze jours qui suivront son admission.

Lorsque le médecin de l'établissement dans lequel un aliéné est interné a reconnu, chez cet aliéné, les instincts homicides ou le penchant au viol ou à l'incendie, il en rend compte dans un rapport circonstancié qu'il adresse au directeur de l'établissement et dont il constate l'envoi par une annotation au registre tenu en exécution de l'article 22 de la loi du 25 janvier 1874. Le directeur de l'établissement transmet immédiatement ce rapport au Ministre de la Justice, qui ordonne, s'il y a lieu, le transfèrement dans un Asile spécial de l'État.

Les contraventions aux dispositions du présent article, qui seront commises par les chefs, directeurs ou préposés responsables des établissements d'aliénés, seront punies d'un emprisonnement qui n'excédera pas un an et d'une amende qui n'excédera pas trois mille francs ou de l'une de ces deux peines.

#### ART. 7.

Les individus dont l'internement dans un Asile spécial de l'État a été ordonné pour cause d'instincts homicides ou de penchant au viol ou à l'incendie ne sont mis en liberté qu'en vertu d'une ordonnance de la Chambre du conseil du Tribunal de première instance dans le ressort duquel ils sont internés. Cette ordonnance ne pourra être provoquée que sur le vu de la déclaration mentionnée au paragraphe premier de l'article 13 de la loi du 25 janvier 1874.

Cette déclaration sera inopérante à leur égard, à moins qu'elle n'énonce que

moet hij daar gedurende vijftien dagen na zijne opneming verblijven.

Wanneer de geneesheer van het gesticht, waarin een krankzinnige is opgenomen, bij dezen krankzinnige neiging tot doodslag, tot verkrachting of tot brandstichting waarneemt, maakt hij er melding van in een omstandig verslag dat hij tot den bestuurder van het gesticht richt en waarvan de opzending blijkt uit eene aantekening in het boek gehouden ter uitvoering van artikel 22 der wet van 25 Januari 1874. De bestuurder van het gesticht maakt dat verslag onmiddellijk over aan den Minister van Justitie; deze, zoo daartoe grond voor is, beveelt de overbrenging van den krankzinnige naar een bijzonder Rijksgesticht.

Elke overtreding van de bepalingen van dit artikel, begaan door hoofden, bestuurders of verantwoordelijke beambten van krankzinnigengestichten, wordt gestraft met eene gevangenisstraf van ten hoogste één jaar en met eene geldboete van ten hoogste drieduizend frank of met eene enkele dezer straffen.

#### ART. 7.

Een persoon, wiens opneming in een bijzonder Rijksgesticht werd bevolen wegens neiging tot doodslag, tot verkrachting of tot brandstichting, kan enkel in vrijheid worden gesteld krachtens een bevel van de Raadkamer der Rechtbank van eersten aanleg binnen welker rechtsgebied hij is opgesloten. Dit bevel mag slechts worden genomen op vertoon van de bij lid 1 van artikel 13 der wet van 25 Januari 1874 voorgeschreven verklaring.

Deze verklaring blijft zonder gevolg te zinnen opzichte, tenzij daarin is ver-

leur guérison doit être considérée comme définitive. Le Tribunal, en Chambre du conseil, procédera aux vérifications qu'il jugera nécessaires et entendra, contradictoirement avec le Ministère public, l'interné ou celui qui aura qualité pour l'assister ou le représenter.

Lorsque le Tribunal aura autorisé la mise en liberté de l'interné, copie de son ordonnance sera immédiatement envoyée au directeur de l'asile, au procureur du Roi près le tribunal de première instance de l'arrondissement et, en outre, s'il s'agit d'un internement ordonné conformément à l'article 3 ou à l'article 4 de la présente loi, au procureur général près la Cour d'appel dans le ressort de laquelle l'instruction aura eu lieu.

Le délai imparti par le paragraphe 2 de l'article 13 de la loi du 25 janvier 1874 prendra cours à la date de cet envoi et sera de quinze jours. Avis de l'ordonnance sera donné, ainsi qu'il est dit au paragraphe 1<sup>er</sup> du même article, aux personnes et aux autorités y désignées.

#### Art. 8.

Les individus dont l'internement dans un Asile spécial de l'État a eu lieu en vertu de l'article 2 de la présente loi et dont la peine est expirée, ceux dont l'internement a été ordonné en vertu de l'article 3 ou de l'article 4 de la présente loi pour autre cause que les instincts homicides ou le penchant au viol ou à l'incendie, ne sont mis en liberté, dans les formes tracées par l'article 13 de la loi du 25 janvier 1874, que pour autant que le médecin de l'asile atteste, dans la déclaration de guérison, qu'à aucune époque il n'a constaté chez eux ni instincts homicides,

meld dat hij als voorgoed genezen moet worden beschouwd. De Rechtbank gaat, in Raadkamer, over tot de onderzoekingen die zij noodig acht en hoort, het Openbaar Ministerie er bij geroepen, den opgeslotene of den persoon die bevoegd is hem bij te staan of hem te vervangen.

Wanneer de invrijheidstelling van den opgeslotene door de Rechtbank is toegelaten, wordt een afschrift van haar bevel onmiddellijk door den bestuurder van het gesticht gezonden aan den procureur des Konings bij de rechtbank van eersten aanleg van het arrondissement en, daarenboven, zoo het geldt eene overeenkomstig artikel 3 of artikel 4 van deze wet bevolen opneming, aan den procureur-generaal bij het Hof van beroep binnen welks rechtsgebied het onderzoek heeft plaats gehad.

De bij lid 2 van artikel 13 der wet van 25 Januari 1874 bedoelde termijn neemt een aanvang op den dag van die opzending en bedraagt vijftien dagen. Van het bevel wordt, zooals is gezegd in lid 1 van hetzelfde artikel, kennis gegeven aan de daarin aangeduide personen en overheden.

#### Art. 8.

Een persoon, wiens opneming in een bijzonder Rijksgesticht is geschied krachtens artikel 2 van deze wet en wiens straf uit is; een persoon, wiens opneming krachtens artikel 3 of artikel 4 van deze wet werd bevolen wegens eene andere reden dan neiging tot doodslag, tot verkrachting of tot brandstichting, wordt op de bij artikel 13 der wet van 25 Januari 1874 voorgeschreven wijze slechts dan in vrijheid gesteld, wanneer de geneesheer van het gesticht, in de verklaring van genezing, bevestigt dat hij bij bedoelden persoon nooit neiging tot doodslag, tot verkrachting

ni penchant au viol ou à l'incendie. A défaut de cette attestation, ils ne peuvent être mis en liberté que dans les formes réglées par l'article 7 de la présente loi.

## ART. 9.

Lorsque l'aliéné interné dans un Asile spécial de l'État en vertu de l'article 2 de la présente loi, a purgé sa condamnation, le transfèrement dans un asile ordinaire est autorisé par le Ministre de la Justice, sur le vu d'un rapport du médecin de l'asile, attestant qu'à aucune époque il n'a constaté, chez cet aliéné, ni instincts homicides, ni penchant au viol ou à l'incendie, ni mœurs dépravées ou habitudes perverses qui le rendent dangereux pour les autres malades.

## ART. 10.

Les tribunaux, lorsqu'ils condamneront à un emprisonnement de plus de quinze jours et de moins de deux ans, du chef d'homicide, de lésions corporelles, de viol, d'attentat à la pudeur, d'outrage public aux mœurs ou d'incendie, un prévenu qui aura commis le délit en état d'ivresse volontaire ou sous l'influence de l'alcoolisme chronique pourront ordonner qu'il sera interné dans un Asile spécial de l'État.

La condamnation, dans ce cas, sera toujours exécutée dans la quinzaine du prononcé de l'arrêt ou du jugement et le transfèrement dans l'Asile spécial de l'État aura lieu à l'expiration de la peine.

of tot brandstichting heeft waargenomen. Bij ontstentenis van deze bevestiging, kan die persoon slechts in vrijheid worden gesteld op de wijze voorgeschreven bij artikel 7 van deze wet.

## ART. 9.

Wanneer de krachtens artikel 2 van deze wet in een bijzonder Rijksgesticht opgenomen krankzinnige zijne straf heeft uitgedaan, wordt zijne overbrenging naar een gewoon gesticht toegelaten door den Minister van Justitie, op vertoon van een verslag van den geneesheer van het gesticht, bevestigende dat hij nooit, bij dien krankzinnige, neiging tot doodslag, tot verkrachting of tot brandstichting, noch verdorven zeden of slechte gewoonten, waardoor hij voor andere zieken gevaarlijk zou wezen, heeft waargenomen.

## ART. 10.

Wanneer de rechtbanken, wegens doodslag, lichamelijk letsel, verkrachting, aanranding der eerbaarheid, openbare schennis van de goede zeden of brandstichting, eenen betichte, die het strafbaar feit heeft begaan in staat van vrijwillige dronkenschap of onder den invloed van ingewortelde alcoholzichte, veroordeelen tot gevangenisstraf van meer dan vijftien dagen en van minder dan twee jaar, kunnen zij bevelen dat hij in een bijzonder Rijksgesticht worde opgenomen.

In dat geval, wordt de veroordeeling steeds binnen vijftien dagen na de uitspraak van het arrest of van het vonnis ten uitvoer gelegd en geschiedt de overbrenging naar het bijzonder Rijksgesticht na afloop van den straf tijd.

## ART. 11.

Lorsqu'un individu aura, dans l'espace de quatre années, encouru cinq condamnations du chef de l'infraction prévue à l'article premier, litt. A de la loi du 16 août 1887 concernant l'ivresse publique, le tribunal, en le condamnant pour la cinquième récidive, pourra ordonner qu'il sera interné dans un Asile spécial de l'État.

## ART. 12.

Toute personne retenue dans un Asile spécial de l'État ou toute autre personne intéressée pourra, à toute époque, se pourvoir devant le tribunal de première instance séant au lieu de la situation de l'asile et demander, par requête, qu'il soit mis fin à l'internement.

La requête sera communiquée au ministère public; copie en sera transmise par le ministère public au Comité d'inspection et de surveillance de l'asile, lequel lui fera parvenir, avec son avis sur la demande, un rapport du médecin de l'asile. Si la personne internée est interdite, son tuteur sera entendu par le tribunal.

Le tribunal, en Chambre du conseil, après les vérifications nécessaires, ordonnera, s'il y a lieu, la mise en liberté.

Il sera procédé de même sur l'appel qui pourra être interjeté, dans le délai de cinq jours, tant par la partie demanderesse que par le ministère public.

Si la mise en liberté n'est pas accordée, la Chambre du conseil peut décider qu'il ne sera procédé à un nouvel examen, sur la demande nouvelle,

## ART. 11.

Wanneer een persoon, binnen een tijdsverloop van vier jaar, vijfmaal is gestraft wegens de overtreding bedoeld in artikel 1, letter A, der wet van 16 Augustus 1887 op de openbare dronkenschap, kan de rechtbank, hem veroordeelende wegens de vijfde herhaling, bevelen dat hij in een bijzonder Rijksgesticht worde opgenomen.

## ART. 12.

Ieder persoon die in een bijzonder Rijksgesticht is opgenomen of ieder ander belanghebbende persoon kan, te allen tijde, zich wenden tot de rechtbank van eersten aanleg binnen welks rechtsgebied het gesticht is gelegen en, bij verzoekschrift, vragen dat men het verblijf in het gesticht doe ophouden.

Het verzoekschrift wordt aan het openbaar ministerie medegedeeld; het openbaar ministerie zendt er een afschrift van aan het Comité belast met het toezicht en de bewaking over het gesticht, 't welk hem, met zijn advies over het verzoek, een verslag van den geneesheer van het gesticht doet geworden. Is de opgenomen persoon geïnterdiceerd, zoo wordt zijn voogd door de rechtbank gehoord.

Na de noodige onderzoekingen, beveelt de rechtbank, in Raadkamer vergaderd, de invrijheidstelling, zoo daartoe redenen zijn

Evenzoo wordt gehandeld met het beroep dat, binnen den tijd van vijf dagen, zoowel door de eischende partij als door het openbaar ministerie kan worden aangeteekend.

Wordt de invrijheidstelling niet bevolen, zoo kan de Raadkamer beslissen dat tot een nieuw onderzoek over de nieuwe aanvraag slechts na een door

qu'après l'expiration d'un délai qu'elle fixe et qui ne dépassera pas un an.

## ART. 13.

Les actes judiciaires ou extrajudiciaires prévus par le précédent article seront visés pour timbre et enregistrés gratis.

## ART. 14.

Lorsqu'un individu sorti d'un Asile spécial de l'État, dans les conditions qui donnent lieu à l'application de l'article 7 de la présente loi, devra, par suite de rechute, être interné de nouveau, il sera réintégré dans un Asile spécial de l'État.

Tout chef, directeur ou préposé responsable d'un établissement d'aliénés, qui sciemment l'admettra conformément à l'article 7 de la loi du 25 janvier 1874, sans en donner immédiatement avis au Ministre de la Justice, sera puni d'un emprisonnement qui n'excédera pas un an et d'une amende qui n'excédera pas trois mille francs ou de l'une de ces deux peines.

## ART. 15.

Les dispositions du chapitre VI de la loi du 25 janvier 1874 sont applicables aux frais d'entretien des aliénés internés dans un Asile spécial de l'État.

haar te bepalen tijdsverloop van ten hoogste één jaar zal worden overgegaan.

## ART. 13.

De in het vorig artikel bedoelde gerechtelijke of buitengerechtelijke akten worden kosteloos voor zegel geviséerd en geregistreerd.

## ART. 14.

Wanneer een persoon, die, onder de omstandigheden welke aanleiding geven tot toepassing van artikel 7 dezer wet, een bijzonder Rijksgesticht heeft verlaten en hij wegens wederinstorting opnieuw moet worden opgesloten, zoo wordt hij andermaal opgenomen in een bijzonder Rijksgesticht.

Wordt gestraft met eene gevangenisstraf van ten hoogste een jaar en met eene geldboete van ten hoogste drieduizend frank of met ééne dezer straffen, ieder hoofd, ieder bestuurder of verantwoordelijke beambte van een krankzinnigengesticht die hem willens en wetens opneemt, overeenkomstig artikel 7 der wet van 25 Januari 1874, zonder daarvan onmiddellijk kennis te geven aan den Minister van Justitie.

## ART. 15.

Het bepaalde bij hoofdstuk VI der wet van 25 Januari 1874 is van toepassing op de kosten van onderhoud van de in een bijzonder Rijksgesticht opgenomen krankzinnigen.

H. CARTON DE WIART.

A. BEERNAERT.

J. VAN DER LINDEN.

LOUIS FRANCK.

ÉMILE VANDERYELDE.

LÉON MABILLE.

# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

---

VERGADERING VAN 6 MEI 1909.

---

Wetsvoorstel houdende instelling van bijzondere inrichtingen tot opnemering en behandeling van zoogenaamde crimineele krankzinnigen, gevaarlijke krankzinnigen en alcoholisten.

---

## TOELICHTING.

---

MIJNE HEEREN,

In de Kamervergadering van 15 April 1890, werd door den achtbaren heer Le Jeune, Minister van Justitie, neergelegd een ontwerp van wet houdende instelling van bijzondere inrichtingen voor de opnemering van krankzinnigen, veroordeeld tot dwangarbeid, opsluiting of correctioneële gevangenisstraf, van gevaarlijke krankzinnigen en van zieken, in voorloopige hechtenis of veroordeeld tot dwangarbeid, opsluiting of correctioneële gevangenisstraf.

Ten gevolge van de ontbinding der Kamers moest dit ontwerp worden beschouwd als vervallen, doch de heer Le Jeune, die aftrad als Minister van Justitie, nam den inhoud van het ontwerp over in een wetsvoorstel, dat hij op 27 Januari 1897 in den Senaat overlegde.

Doch, bezorgd over den toenemenden invloed van het alcoholisme op de criminaliteit, wilde de achtbare heer Le Jeune, in zijn voorstel aan den Senaat, de maatregelen, ten aanzien van de gevaarlijke krankzinnigen te nemen, ook uitbreiden tot de « alcoholisten ».

De Senaatscommissie voor de Justitie, belast met het onderzoek van dat voorstel, stelde voor het aan te nemen, op verslag van den achtbaren heer Lammens, overgelegd ter vergadering van 30 Juni 1897. De Senaat vereenigde zich evenwel niet met de beslissing van zijne Commissie. Na eene algemeene beraadslaging, die plaats had in de zittingen van 22 en 23

Februari 1899 en waaraan deelnamen, benevens de voorsteller, de achtbare heer Begerem, Minister van Justitie, de achtbare heeren Picard, Lefebvre, Janson en Surmout de Volsberghe, werd het voorstel verworpen met 37 stemmen tegen 20 en 2 onthoudingen.

De bezwaren, door den achtbaren heer Begerem, Minister van Justitie, ingebracht tegen het voorstel, gelden niet de verhevene zedelijke en sociale bedenkingen van waar het uitging, « waaraan, zegde hij, eenieder zijne goedkeuring kan schenken ».

Eensdeels, deed hij uitschijnen dat de geldelijke gevolgen van het oprichten van nieuwe gestichten niet genoeg gebillijkt schenen, door het betrekkelijk beperkt getal daarin op te nemen zieken of veroordeelden.

« Anderdeels, zegde de achtbare heer Begerem, vinden wij in de bestaande wetten, als zij goed worden toegepast, dank zij het optreden van de parketten, dank zij de waakzame werking van het Bestuur der Justitie, inzonderheid van zijn dienst van toezicht, al de waarborgen die de orde en de openbare veiligheid kunnen eischen. »

Zijn dit afdoende bezwaren? Wij denken het niet. Sedert tien jaren kwam de zaak dikwijls ter sprake. Menigmaal geraakte de openbare meening hierdoor in ontroering, dat lieden die als crimineel bestempelde daden of wanbedrijven hadden gepleegd en ontoerekenbaar werden verklaard, als hebbende gehandeld in staat van waanzin, dadelijk nadat zij waren ontslagen uit het krankzinnigengesticht waarin zij waren opgesloten, opnieuw daden pleegden als die waarvoor zij waren opgepakt. Onder den indruk van deze ontroering, kwam de hervorming, door den heer Le Jeune aanbevolen, voor als eene dringende noodzakelijkheid. « Het vraagstuk der zoogezegd misdadige krankzinnigen, zegde terecht Dr Lantz, in eene mededeeling aan onze Koninklijke Academie van Geneeskunde, levert, evenals vele moeilijk op te lossen vraagstukken, deze bijzonderheid op, dat het terugkomt en verdwijnt zooals op geregelde tijdstippen alle vraagstukken die zich opdringen, doch welke de samenleving aarzelt voorgoed en doortastend op te lossen (1). »

Na de verdwijning, opnieuw de verschijning.

Hoeveel personen bleven sedert tien jaren, in gansch het Rijk, vrij van vervolging of werden vrijgesproken omdat was bevonden dat ze krankzinnig waren op 't oogenblik dat de daad werd gepleegd? Hoevelen hunner werden opgesloten krachtens de wetten op de krankzinnigen (wetten van 18 Juni 1850 en 28 December 1875)? Hoevelen werden tot heden in vrijheid hersteld?

Op deze vraag, hem den 18<sup>n</sup> Maart 1909 gesteld, antwoordde de achtbare Minister van Justitie, dat, aangezien de staten, overgemaakt aan het Departement van Justitie, niet vermelden de redenen van de beslissingen

---

(1) *Bulletin de l'Académie royale de médecine de Belgique*, vergadering van 29 December 1900.



tot niet-vervolging of tot vrijspraak, het hem onmogelijk was op te geven hoeveel, onder hen die niet waren vervolgd of werden vrijgesproken uit hoofde van hunnen geestestoestand, in een gesticht werden opgenomen.

Toch vinden wij in wetenschappelijke werken eenige hoogst belangrijke inlichtingen over de aanzienlijke toeneming van misdadige krankzinnigheid. In zijne mededeeling aan de Koninklijke Academie van geneeskunde, in 1899, bewijst D<sup>r</sup> Lentz die toeneming. De gevallen van crimineele krankzinnigheid, 132 van 1879 tot 1889, beliepen 306 van 1889 tot 1899, dus ruim 40 % meer, wat geenszins in verhouding is tot de algemeene toeneming van krankzinnigheid, want deze bedroeg slechts 10 % voor dezelfde tienjarige tijdvakken. In die mededeeling bewijst D<sup>r</sup> Lentz, daarenboven, dat in de jaren 1875 tot 1889, er op 485 crimineele krankzinnigen, opgenomen in Staatskrankzinnigen-gestichten, 50 wederingestorten of recidivisten waren. Op die 50 gevallen, gaven 29 aanleiding tot gewelddaden, 't is te zeggen dat 13 % van de ontslagen crimineele krankzinnigen opnieuw misdadige of crimineele daden pleegden, doorgaans dezelfde als die welke zij de eerste maal begingen.

Ons strafstelsel steunt op persoonlijke toerekenbaarheid. Moeten, welken eerbied men ook koestere voor dit beginsel, de toenemende misdadige zinneloosheid en het gevaar van ontslag van kwaaddoende krankzinnigen, steeds geneigd tot herhaling, ons er niet toe nopen de samenleving in staat te stellen de bescherming van personen en eigendommen doelmatig te verzekeren? Is het, zelfs met het oog op sommige misdadigers, niet wenschelijk dat zij worden onderworpen aan een bijzonder regiem, passend voor hunnen geestestoestand, dat er wordt beproefd ze tot beterschap te brengen voordat zij terugkomen in de samenleving?

Uitgaande van die denkbeelden, hebben wij raadzaam geoordeeld over te nemen de formule die reeds in 1890 met zooveel gezag werd voorgestaan door den uitstekenden Minister van Staat, wien onze wetgeving menige terecht gewaardeerde hervormingen te danken heeft.

De Memorie van Toelichting van het ontwerp der Regeering in 1890, deed de volgende overwegingen gelden, waarvan de waarheid sedert dien tijd nog duidelijker bleek :

« Engeland en Amerika bezitten bijzondere inrichtingen tot opneming van krankzinnigen, veroordeeld tot gevangenisstraf of om hunnen geestestoestand ontslagen van de vervolging, tegen hen ingesteld wegens feiten voorzien bij de strafwet. In Frankrijk bestaat, in de gevangenis van Gaillon, eene bijzondere wijk ingericht tot opneming van de krankzinnigen die gewoonlijk worden geheeten *crimineele krankzinnigen*.

» De scheiding aldus bestaande tussehen de zoogezegd *crimineele* krankzinnigen en die opgesloten onder gewone omstandigheden, wordt aanbevolen door al de wetenschappelijke mannen die zich inzonderheid toelaggen op het bestudeeren van verstandsziekten. Sedert lang wordt

zij in België gevraagd door de Maatschappij van geneeskunde der verstandsziekten; de noodzakelijkheid daarvan werd betoogd in den Senaat en in de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

» Door het ontwerp van wet wordt tot een tweede slag van krankzinnigen, namelijk de gevaarlijke, die niet het gerechtelijk verleden hebben van de zoogezegde *crimincele* krankzinnigen, uitgestrekt de regel van opnemmg in eene bijzondere inrichting.

» Alvorens de voorstellen, in dit wetsontwerp uiteengezet, te onderwerpen aan de beraadslagingen van de Kamers, achte de Regeering het zich tot plicht de Koninklijke Academie van geneeskunde te raadplegen.

» Den 26<sup>n</sup> Februari 1889, richtte de Minister van Justitie tot den Voorzitter van de Koninklijke Academie van geneeskunde het volgend schrijven, welks inhoud den zin aanduidt waarin deze voorstellen zijn opgevat :

» MIJNHEER DE VOORZITTER,

» Het instellen van eene bijzondere inrichting voor zoogenaamde *crimincele* krankzinnigen, wordt gevraagd in naam der geneeskundige wetenschap. Dergelijke wensch wordt uitgedrukt door al wie, buiten het gebied der geneeskunde, bezorgd is over de waarborgen, verschuldigd aan de openbare veiligheid, overal waar deze kan bedreigd zijn.

» Deze waarborgen, men zal het bekennen, onderstellen vanwege de overheid een werkdadig optreden, wat niet bestaanbaar is met de omstandigheden waaronder thans gevaarlijke krankzinnigen worden opgesloten.

» Zij, die zich voordoen als tolk van de geneeskundige wetenschap, vragen dat de krankzinnigen wier zinneloosheid ontstond nadat zij door een ongeregeld leven, vol gewelddaden, met de schande van eene veroordeeling werden gebrandmerkt, niet meer in een zelfde gesticht worden vereenigd met krankzinnigen, voor wie hunne nabijheid zoo smartelijk als schadelijk is. Zij doen vooral uitschijnen den noodlottigen invloed dien de gewoonten van ongebondenheid, de oproerige geest, de taal van sommige oud-veroordeelden uitoefenen op den geestestoestand van krankzinnigen, wier genezing in of verpleging als in gevaar wordt gebracht.

» Zij, die de waarborgen eischen, welke verschuldigd zijn aan de openbare veiligheid, vragen dat alle gevaarlijke krankzinnigen, zonder onderscheid, worden geplaatst onder het waakzaam oog van de overheid, en dat de Regeering in staat worde gesteld te zorgen voor hunne opsluiting in eene haar toebehoorende inrichting.

» De geneesheeren vragen eene afzonderlijke inrichting voor veroordeelden wier waanzin ontstond in de gevangenis waar zij hunne straf uitdoen. Zij schijnen goed te vinden, dat in hetzelfde gesticht ook worden opgenomen de krankzinnigen uit hoofde van wier toestand de tegen hen aangevangen vervolgingen werden geschorst of opgegeven. Redenen van tegenovergestelden aard schijnen te vergen dat bij de soorten van

- » zieken, die zij willen afzonderen, ook de alcoholisten worden gevoegd.  
 » En het belang dat sommige geneeskundigen er in vinden de zoogezegd  
 » *crimineele* krankzinnigen af te zonderen van de andere krankzinnigen,  
 » gaat zooverre, dat zelfs de nabijheid van het voor de opneming van deze  
 » laatsten bestemde gesticht wordt buitengesloten.  
 » Tegenover deze verschillende bedenkingen, wordt de vraag gesteld  
 » welke wets- en bestuursbepalingen de waarborgen zouden verwezen-  
 » lijken, die zijn verschuldigd aan de openbare veiligheid en, in de mate  
 » van wat mogelijk is, het best beantwoorden aan de voorschriften van de  
 » geneeskunde.  
 » Kan niet een enkel gesticht, waarvan de inrichting overigens zou  
 » passen voor al de afdeelingen aangeraden door de geneeskunde of gevegd  
 » door het belang der samenleving, zonder ernstig bezwaar worden  
 » bestemd voor de opneming van al de gevaarlijke krankzinnigen, zonder  
 » onderscheid?  
 » Zou het raadzaam zijn, in ditzelfde gesticht op te nemen de krank-  
 » zinnigen zonder gevaarlijke neigingen, tegen wie eene veroordeeling is  
 » uitgesproken of die als ontoerekenbaar werden ontslagen?  
 » Indien het stelsel, gevraagd voor de zoogezegd *crimineele* krankzin-  
 » nigen, moet worden uitgestrekt tot al de gevaarlijke krankzinnigen, door  
 » middel van welke wetenschappelijke definitie kunnen dezen worden  
 » aangeduid in den tekst eener wet? Zou deze definitie ook begrijpen den  
 » waanzin die zich lucht geeft in zedenschennis of aanranding der  
 » eerbaarheid?  
 » Met welke feiten, door de strafwet voorzien, moeten de vervolgingen  
 » in verband staan, opdat de zieke, die daarvan het voorwerp was, alvorens  
 » in waanzin te vervallen, of die werd ontslagen als ontoerekenbaar en die  
 » niet gevaarlijk is, moet worden gerangschikt onder de zoogezegd *crimi-  
 » neele* krankzinnigen?  
 » Bestaat het belang, dat bij de verpleging van krankzinnigen wordt  
 » gehecht aan voortzetting van de familiebetrekkingen tusschen den zieke  
 » en de zijnen, in denzelfden graad voor gevaarlijke krankzinnigen als voor  
 » andere?  
 » Gaarne vernam ik omtrent al deze vragen het gevoelen van de  
 » Academie van geneeskunde; ook zou ik u erkentelijk zijn, indien gij  
 » haar wildet voorstellen daarover te beraadslagen ».

» De Academie antwoordde eerst op het schrijven van den Minister van Justitie nadat zij de vragen, waarover haar oordeel werd gevraagd, grondig had onderzocht in hare vergaderingen van 29 Juni, 29 Juli, 26 October en 30 November 1889 (1).

» De Regeering vond kostbare inlichtingen in het verslag van die

---

(1) *Bulletin de l'Académie royale de médecine de Belgique*, IV<sup>e</sup> série, t. III, pp. 196-265-281-327-362-565-581-612.

geleerde beraadslaging, doch zij achtte het niet mogelijk de wetsbepalingen, vervat in haar ontwerp, gansch in overeenstemming te brengen met de beslissingen der Academie.

» De Academie geeft toe dat het stelsel van afzonderlijk gesticht noodzakelijk en wettelijk van toepassing is op gevaarlijke krankzinnigen, behalve zoogezegd *crimineele*. Voor dit hoofdzakelijk punt geeft zij het wetsontwerp den gewichtigen steun van hare eenparige stemming; doch niet zonder enkele wijzigingen, die het strenge stelsel verzachten, wordt in het ontwerp aangenomen de rangschikking, door de Academie voorgesteld voor het bepalen van de twee klassen krankzinnigen, die onder het stelsel van de bijzondere inrichting moeten worden geplaatst.

» De Academie verlangt dat de opsluiting in eene bijzondere inrichting zou gelden als regel, èn voor de *crimineele* èn voor de gevaarlijke krankzinnigen. In de klasse der zoogenaamde *crimineelen* krankzinnigen rangschikt zij de veroordeelden, die eene straf wegens misdaad moeten uitdoen en zij die in waanzin eene daad pleegden welke, naar luid van de bewoordingen der strafwet, het stoffelijke karakter van eene misdaad oplevert en die werden ontslagen van vervolging of vrijgesproken als zijnde ontoerekenbaar. In de klasse der gevaarlijke krankzinnigen begrijpt zij alle waanzinnigen, die zij volgenderwijs opsomt : « al de krankzinnigen bij wie » na onderzoek werden bevonden moorddadige neigingen, onweersaanbare » gewelddadige aandriften, verdorven zeden en gewoonten, die hunne » afzondering van andere zieken zouden billijken, met het oog op dezer » veiligheid en den hun verschuldigden zedelijken eerbied. Onder dit getal » telt men sommige epileptieken, alcoholisten, moreele gekken, instinct- » matige gekken, enz. »

» Het wetsontwerp beveelt opnemng in eene bijzondere inrichting voor beide klassen. In de klasse der *crimineele* krankzinnigen rangschikt het enkel diegenen welke werden veroordeeld, doch met hen die werden veroordeeld wegens misdaad stelt het gelijk degenen welke eene correctioneële gevangenisstraf moeten boeten. De krankzinnigen, ontslagen van vervolging of vrijgesproken als ontoerekenbaar, wegens eene daad gequalificeerd misdaad of wanbedrijf, worden door het ontwerp enkel onderworpen aan het stelsel van het bijzonder gesticht, voor zooveel zij, uit hoofde van hunne moorddadige neigingen, hunne neiging tot verkrachting of tot brandstichting, hunne verdorven zeden of slechte gewoonten behooren tot de klasse der gevaarlijke krankzinnigen.

» Verdorven zeden of slechte gewoonten kunnen, volgens het wetsontwerp, niet volstaan om een krankzinnige te rangschikken onder de gevaarlijke krankzinnigen, en waanzin verergerd door verdorven zeden of slechte gewoonten, zonder dat er overigens moorddadige neigingen of neiging tot verkrachting of tot brandstichting bestaan, brengt niet mede de opnemng van alle krankzinnigen in eene bijzondere inrichting, doch enkel van hen die crimineel of correctioneel vervolgd werden en ontslagen of vrijgesproken als ontoerekenbaar. De krankzinnigen die deze gerechtelijke antecedenten

hebben, met verergering wegens verdorven zeden of slechte gewoonten, maken, volgens het wetsontwerp, vereenigd met de krankzinnigen die blijk geven van moorddadige neigingen of neiging tot verkrachting of tot brandstichting, de klasse der gevaarlijke krankzinnigen uit.

» Deze verschillen tusschen de conclusiën van de Koninklijke Academie van geneeskunde en de wetsbepalingen, waarvan het ontwerp wordt onderworpen aan de beraadslagingen der Kamers, zijn te verklaren door redenen die ze, naar de opvatting der Regeering, volkomen billijken.

» Het is niet gepast dat inrichtingen, waarin de behoeftige zieken zijn blootgesteld aan elke vermenging die de geneeskunde niet volstrekt verbiedt, door het opnemen van veroordeelden, krankzinnig geworden tijdens hunne opsluiting, hulphuizen van gevangenen worden. Hier bestaat billijke teergevoeligheid die eerbied uitlokt, hier bestaan zedelijke indrukken die moeten worden bespaard aan de zieken opgenomen in gewone inrichtingen. Deze bedenkingen gelden niet alleen de veroordeelden, schuldig bevonden aan misdaad; met dezelfde kracht zijn zij van toepassing op al de veroordeelden wien de rechter gevangenisstraf oplegt. Ook is de Regeering van oordeel dat de bepalingen betreffende de *crimineele* krankzinnigen moeten worden uitgestrekt tot de correctioneele veroordeelden.

» Met deze gevangenen, die wegens hunne levenswijze eene strenge veroordeeling kregen, en wier straf onteerend is, stelt de Academie de zieken gelijk die lijfstraffelijk werden vervolgd, doch uit hoofde van hunnen geestestoestand vrijgelaten. Voorzeker kan het op hoef- en lijfstraffelijk gebied gebeuren dat het feit 'twelk de bemoeiing van het strafgerecht teweegbracht, het noodlottig gevolg is van een losbandig leven waarvan de buitensporigheden of de geweldnarigen terugwerken op den geestestoestand van den krankzinnige en bij deze gewoonte worden; in dit geval zal de krankzinnige een gevaarlijke krankzinnige zijn. Integendeel kan het gebeuren, dat onder den schijn eener misdaad, het feit 'twelk tot vervolging aanleiding gaf, slechts eene toevallige crisis zij, in den loop der geesteskrankheid, en dat afgezonderd uit het midden waar de crisis ontstond, de krankzinnige volkomen onschadelijk is. Al deze zieken zonder onderscheid in het bijzonder gesticht opsluiten evenals de veroordeelden, ware eene valsche gelijkstelling; men zou ten onrechte een maatregel algemeen maken waarvan het nut en de wettigheid van veranderlijke omstandigheden afhangen. Men begrijpt de onverbiddelijkheid van de wetsbepaling ten aanzien van de zogenaamde *crimineele* krankzinnigen, die allen in een bijzonder gesticht dienen opgesloten te worden, omdat zij veroordeelden zijn; doch waar het gevaarlijke krankzinnigen geldt, blijft alles onderworpen aan eene beoordeeling die de wet moet overlaten aan de kiesheid en het oordeel van den rechter.

» Het wetsontwerp verschaft den rechter de aanduidingen die hem in deze beoordeeling tot richtsnoer moeten dienen. Het somt de verstands- en wilsverbijsteringen op, die den geestestoestand kenmerken van de krankzinnigen die, als gevaarlijk, aan den levensregel van het bijzonder gesticht

zijn onderworpen. De opsomming, door de Koninklijke Academie van geneeskunde voorgesteld, is veel wijder dan die van het Wetsontwerp; de onweerstaanbare en geweldige aandrang, de verdorven zeden, de slechte gewoonten worden bij haar, voor al de krankzinnigen zonder onderscheid, redenen tot opneming in een bijzonder gesticht, zoodra de veiligheid der andere zieken en de zorgen waarop zij recht hebben er kunnen door lijden.

» Neiging tot doodslag, verkrachting of brandstichting is de eenige onweerstaanbare en geweldige aandrang dien het wetsontwerp aanduidt als ken-teeken van gevaarlijke krankzinnigheid bij alle zinneloozen. Voor de krankzinnigen die eene misdaad of een wanbedrijf pleegden, en niet voor de andere, verklaart het wetsontwerp dat verdorven zeden of slechte gewoonten de opneming in een bijzonder gesticht kunnen wettigen zonder dat neiging tot doodslag, verkrachting of brandstichting aanwezig zij. Verder gaan ware ongewenscht al te groote uitbreiding geven aan de bemoeiing der Regeering, door de nieuwe wet te regelen.

» Het is natuurlijk dat de Koninklijke Academie van geneeskunde, in hare bezorgdheid over de ongelukkigen wier ellende zij enkel wenscht te lenigen, zooveel mogelijk, met de hulp van wet en Regeering, de zoo droevige bezwaren tracht te verzachten van de promiscuïteit, het samenleven in een gesloten gesticht. Moest de wetgever haar op dien weg volgen, dan zou hij er toe komen ten behoeve van de krankzinnigen maatregelen te nemen die niet vereischt worden door het openbaar belang dat de Regeering moet behartigen.

» De opneming van krankzinnigen die tot dwangarbeid, opsluiting of correctioneële gevangenisstraf veroordeeld werden, staat gelijk met de hechtenis die de Regeering gelast is hun te doen ondergaan. De vereischte maatregelen tegenover krankzinnigen die eene misdaad of een wanbedrijf pleegden, behooren tot de bevoegdheid van het rechtswezen en van de algemeene politie. De opneming van krankzinnigen die neiging tot doodslag, verkrachting of brandstichting vertoonen, raakt de openbare veiligheid. Het is dus redematig, dat de wetgever de bepalingen voorschrijft die in het wetsontwerp voorkomen.

» Wat de Academie verder vraagt, betreft enkel de zedelijke rust der krankzinnigen, hun welzijn en de zedelijkheid in de gestichten, en kan verwezenlijkt worden zonder dat de Regeering hare medehulp verleent. Het is eene zaak van openbare orde, doch het bijzonder toezicht, door de wet op krankzinnigenverpleging ingericht, volstaat om op dit gebied den noodigen waarborg te geven. Terecht dus beperkte de Regeering de bepalingen van het wetsontwerp tot de krankzinnigen aan wie eene gevangenisstraf werd opgelegd, tot de krankzinnigen die in een oogenblik van zinneloosheid eene misdaad of een wanbedrijf pleegden, tot hen wie hunne zinneloosheid aanzet tot doodslag, verkrachting of brandstichting.

» De artikelen 2 tot 6 regelen de wijze waarop de opneming dier krankzinnigen in het bijzonder gesticht zal geschieden.

» De veroordeelden die niet in hechtenis zijn, worden in het bijzonder gesticht opgenomen zooals voorzien bij artikel 7 van de wet van 25 Januari 1874. Het tweede lid van artikel 2 van het wetsontwerp vangt, met het oog op de opgeslotene veroordeelden, de bepalingen van artikel 12 van de wet van 25 Januari 1874. De overbrenging van de gevangenis naar het bijzonder gesticht geschiedt op bevel van den ambtenaar van het openbaar ministerie bij het Hof of de Rechtbank die de veroordeeling uitsprak.

» Het ontslag van rechtsvervolging, bij misdaden of wanbedrijven, en de vrijspraak in boetstraffelijke zaken, worden met redenen omkleed; niets belet dus, wanneer een krankzinnige ontoerekenbaar wordt erkend, dat de rechtbank die de zaak onderzocht en die als reden harer beslissing de krankzinnigheid opgaf, zonder verwijl uitspraak doet over de opneming in het gesticht.

» Heel anders is het, bij eene vrijspraak voor het Hof van Assisen. De uitspraak van de jury wordt niet met redenen omkleed, en het Hof heeft niet het recht er bij bevelschrift de verklaring van te geven. Al wordt de exceptie van krankzinnigheid, door de verdediging opgeworpen, van de hand gewezen of door het openbaar ministerie aangenomen, toch zal de uitspraak van de jury op dit punt ondoordringbaar blijven. Het ware onbetamelijk dat het Hof, in aanwezigheid van het openbaar ministerie, dat er in het debat over gesproken moet hebben, en van de jury die er, vóór hare uitspraak, over beraadslaagd, en er beweegredenen in gevonden moet hebben, geroepen zou zijn, na de vrijspraak, te beslissen over de krankzinnigheid, en verplicht zijn, tegenover eene vrijspraak, een bevel tot opneming in een gesticht uit te vaardigen. Het wetsontwerp vermijdt deze klip door naar de raadkamer der rechtbank van eersten aanleg te verwijzen de beslissing betreffende deze opneming; het laat aan het Hof van Assisen enkel de zorg over, in hare raadkamer de voorbereidselen dezer beslissing te regelen.

» De bepalingen der artikelen 2, 3 en 4 van het wetsontwerp, betreffende de zoogenaamde *misdadige* krankzinnigen, en de krankzinnigen wier opneming, wegens de tegen hen ingestelde vervolgingen, kan bevolen worden door de raadkamers der Hoven van Beroep en der rechtbanken van eersten aanleg en door de Kamers van inbeschuldigingstelling, strooken met de bepalingen van artikel 7 der wet van 25 Januari 1874. De krankzinnige, die tot eene gevangenisstraf veroordeeld werd en op vrije voeten werd gelaten, wordt opgenomen in het bijzonder gesticht, hetzij krachtens een bevel tot hechtenis hetzij naar luid van artikel 7 der wet van 25 Januari 1874, krachtens een bevel tot opneming of op aanvraag tot opneming; de overbrenging naar het bijzonder gesticht zal onmiddellijk worden geëischt door het openbaar ministerie, indien de krankzinnige verkeerdelijk werd opgenomen in een gewoon gesticht. De als ontoerekenbaar vrijgelaten of vrijgesproken krankzinnige, wiens opneming de strafrechtbank niet bevolen had, zal in een gewoon gesticht opgenomen worden, krachtens

een bevel tot opneming of op aanvraag tot opneming, overeenkomstig n<sup>rs</sup> 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> en 6<sup>o</sup> van artikel 7 der wet van 25 Januari 1874.

» Artikel 6 van het wetsontwerp betreft de gevaarlijke krankzinnigen, die overigens niet behooren tot de klasse van de zoogenaamd *crimineele* krankzinnigen, en die zich niet bevinden in den toestand voorzien bij de artikelen 3 en 4 of die, ofwel op vrije voeten gelaten, ofwel vrijgesproken werden, zonder dat de strafrechter hunne opneming in het bijzonder gesticht heeft bevolen. Het nemen van maatregelen wordt in deze overgelaten aan de personen en overheden aangeduid in n<sup>rs</sup> 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> en 6<sup>o</sup> van artikel 7 der wet van 25 Januari 1874, en de opneming in een gewoon gesticht gaat altijd de opneming in het bijzonder gesticht vooraf. De overbrenging naar het bijzonder gesticht geschiedt krachtens eene beslissing van den Minister van Justitie. Deze beslissing wordt eerst genomen nadat de geestestoestand van den krankzinnige genoegzaam nagegaan werd in het gewoon gesticht.

» Het wetsontwerp kan er aldus niet over beslissen zonder tevens maatregelen voor te schrijven, om, zooveel mogelijk, de bezwaren te keer te gaan van het verblijf van gevaarlijke krankzinnigen in de gewone gestichten, gedurende het onderzoek naar hunnen geestestoestand. Het geneeskundig getuigschrift, vereischt bij artikel 8 van de wet van 25 Januari 1874, zal voortaan ongeldig zijn, naar luid van artikel 6 van het wetsontwerp, zoo het niet eene nauwgezette verklaring inhoudt nopens de neiging tot doodslag, verkrachting of brandstichting, en de krankzinnige die door het geneeskundig getuigschrift wordt opgegeven als gevaarlijk, zal gansch afgezonderd worden. Hetzelfde geldt voor den krankzinnige die opgenomen zou worden krachtens n<sup>o</sup> 1<sup>o</sup> van artikel 7 der wet van 25 Januari 1874, zonder overlegging van een geneeskundig getuigschrift.

» Tot welke klasse de krankzinnigen ook behooren, leveren de formaliteiten die het wetsontwerp voor hunne opneming in het bijzonder gesticht voorschrijft, onder het toezicht der rechtbanken, zooals is bepaald in artikel 10, den meest ernstigen waarborg op. Versterkt het wetsontwerp, bij de intrede in het bijzonder gesticht, de voorzorgen tegen willekeurige opsluiting, niet minder zeker moeten, bij het verlaten van het bijzonder gesticht, de voorzorgen zijn in het belang der openbare veiligheid. De artikelen 7, 8 en 9 van het wetsontwerp voorzien daarin.

» De opneming wegens neiging tot doodslag, verkrachting of brandstichting laadt op den krankzinnige eene verdenking van voortdurende schadelijkheid, welke ook de loop der ziekte zij, totdat de genezing volkomen blijkt. Artikel 9 van het wetsontwerp bepaalt de voorwaarden vereischt tot het vaststellen der genezing; het eischt, in de verklaring van den geneesheer van het gesticht, de woordelijke vermelding dat de genezing als volkomen moet aanzien worden, en laat de beslissing over de vrijlating aan het comitee van toezicht en bewaking van het gesticht over.

» Deze bepalingen zijn van toepassing op de krankzinnigen wier overbrenging plaats had, krachtens artikel 6 van het wetsontwerp, van een



gewoon gesticht naar het bijzonder gesticht, en op die welke opneming in het bijzonder gesticht werd bevolen, krachtens artikel 3 of artikel 4 van het wetsontwerp, door de raadkamer van een Hof van Beroep of van eene rechtbank van eersten aanleg of door eene kamer van inbeschuldigingstelling met de bijzondere vermelding, zooals is voorgeschreven door artikel 5, van de neiging tot doodslag, verkrachting of brandstichting.

» De krankzinnigen die zijn ontslagen van rechtsvervolging of vrijgesproken, dan zelfs wanneer hunne opneming in een bijzonder gesticht was bevolen, krachtens artikel 3 of artikel 4 van het wetsontwerp, zonder dat zij neiging vertoonden tot doodslag, verkrachting of brandstichting, verlaten het gesticht, alleen bij volkomene genezing. De verdorven zeden of de slechte gewoonten, die hen in dit geval voor schadelijk deden houden, vloeien voort uit hun voorgaande leven, evenzeer als de geesteskrankheid waaraan zij lijden, en de reden die hen doet opnemen in het bijzonder gesticht blijft bestaan totdat ze genezen zijn. Het wetsontwerp voorziet niet voor hen de overbrenging naar een gewoon gesticht; doch zij worden in vrijheid gesteld op de wijze vermeld in artikel 13 der wet van 25 Januari 1874, wanneer de geneesheer, die hen genezen verklaart, getuigt dat hij nooit bij hen eenige neiging tot doodslag, verkrachting of brandstichting gewaar werd. Zonder dergelijk getuigschrift kan, luidens artikel 8 van het wetsontwerp, hunne vrijlating uit oorzaak van genezing enkel geschieden onder de voorwaarden bij artikel 7 bepaald.

» Dezelfde regel geldt voor de zogenaamd *crimineele* krankzinnigen die hunne straf uitgedaan hebben. Zij worden vrijgelaten luidens artikel 13 der wet van 25 Juni 1874, of overeenkomstig artikel 7 van het wetsontwerp, naar gelang de geneesheer van het gesticht al dan niet het negatieve getuigschrift afgeeft dat vrijstelt van de strenge eischen van artikel 7 van het wetsontwerp. Deze voorzorgen zijn ten hunnen opzichte gewettigd; het is trouwens over 't algemeen voorzichtig de krankzinnigheid te mistrouwen die zich bij veroordeelden voordoet, doch het geldt enkel eene onderstelling die onwaar bevonden kan worden. Eens de straf uitgedaan, verdwijnt de eenige reden tot opneming in een bijzonder gesticht, en dan blijft slechts te onderzoeken of de aard zijner waanzinnigheid den krankzinnige, die niet meer tot de klasse der zogenaamd *crimineele* behoort, niet rangschikt onder de gevaarlijke. Het is mogelijk dat zijne krankzinnigheid nooit neiging tot doodslag, verkrachting of brandstichting vertoond heeft, noch verdorven zeden of slechte gewoonten. Ook laat het wetsontwerp toe, dat zogenaamd *crimineele* krankzinnigen, die hunne straf hebben uitgedaan, naar een gewoon gesticht overgebracht worden. Dit vervoer wordt toegelaten krachtens artikel 9, door den Minister van Justitie, na overlegging van een verslag van den geneesheer van het gesticht, waarbij deze verklaart dat hij nooit bij den krankzinnige neiging tot doodslag, verkrachting of brandstichting gewaar werd, evenmin als verdorven zeden of slechte gewoonten die hem gevaarlijk maken voor de andere zieken.

» De geneeskunde is niet onfeilbaar in de bevestigingen die het wets-

ontwerp van haar vereischt voor de vrijlating van de krankzinnigen uit het bijzonder gesticht, en zij kan ook volstrekt geen borg blijven voor de toekomst. Het wetsontwerp moest dus rekening houden met de gebeurlijke wederinstorting. Artikel 12 bedingt voor dit geval, wanneer de wederinstorting zich ook voordoet, dat de krankzinnige opnieuw wordt opgesloten in het bijzonder gesticht.

» Indien nochtans de toestand van den zieke zijne onmiddellijke plaatsing in een gesticht vereischte, en dat de bijzondere inrichting niet de naastbijgelegen was, zou de afwijking van artikel 12 toegelaten zijn, mits daarvan onmiddellijk kennis wordt gegeven aan den Minister van Justitie.

» De straffen die de bepalingen van artikel 12 bekrachtigen, evenals die uitgesproken door artikel 6, staan in betrekking tot de bepalingen van artikel 38 der wet van 25 Januari 1874.

» De nieuwe instelling, die het wetsontwerp inricht, zal niets anders zijn dan een gesticht geschikt voor de behandeling van de krankzinnigen, die men erin opreemt; dit dient te worden aangemerkt bij het einde van deze toelichting. De opsluiting van deze krankzinnigen in de gewone gestichten vereischt het aanwenden van dwangmiddelen die hunne behandeling schaden en tegen de menschlievendheid aandruischen. Het bijzonder gesticht zal daarin, in ruime mate, voorzien door inrichtingen waarbij de voorzorgen, vereischt door den wettelijken staat der zieken of door hunnen geestestoestand, beter zullen overeenstemmen met de aan hunne kwaal verschuldigde voorzorg en omzichtigheid.

» Artikel 13 <sup>(1)</sup> van het wetsontwerp bevestigt, wat overigens van zelf sprak, dat de bepalingen van het VI<sup>e</sup> hoofdstuk der wet van 25 Januari 1874 toepasselijk zijn op de onderhoudskosten van de in een bijzonder Rijks-gesticht opgenomen krankzinnigen.

» Artikel 14 <sup>(2)</sup> vult eene leemte aan in de reeks gestichten waarin de zieken onder de bewaking der overheid zullen staan.

» Er zijn dierlijke gestellen, die vrede hebben met de onnatuurlijke levenswijze, door de opsluiting opgelegd; doch gewoonlijk krenkt eene langdurige hechtenis de lichamelijke en geestelijke gezondheid. Het is billijk dat de misdadiger de gevolgen van zijnen misslag verdure in de verzwakkende uitwerking van het gevangenisstelsel. Nochtans is ons strafstelsel niet onverbiddelijk; door eene beredeneerde tucht en een voedingsstelsel, geregeld volgens de gegevens der wetenschap, loutert het, zooveel mogelijk, den ongezonden invloed van de gevangenis. Het schorst den loop van de beteugeling, wanneer het leven van den gevangene in gevaar is, en de verzachting van de strengheid der gevangenis het redden kan. Doch de ziekenkamers in onze straffenrichtingen bezitten in dit opzicht niet de noodige middelen, en het gebeurt dat men zijn toevlucht moet

---

(1) Artikel 15 van dit wetsvoorstel.

(2) Artikel 16 van het voorstel van 1897.

nemen tot de invrijheidstelling. Wanneer het eene zware veroordeeling geldt, gebeurt het dat de omstandigheden zich tot dien maatregel niet leenen, welke overigens ten nadeele van den veroordeelde dit bezwaar opleveren : de uitvoering der straf te schorsen. Artikel 14 <sup>(1)</sup> van het wetsontwerp stelt tot de beschikking van het parket eene aanhoorigheid van de strafinrichtingen, waarin de hechtenis kan voortgezet worden, ondanks den hachelijken toestand waarin de veroordeelde verkeert. »

Zooals wij hierboven zegden, strekt het voorstel door den achtbaren heer Le Jeune in den Senaat overgelegd op 29 Januari 1897, het stelsel der bijzondere gestichten tot de alcoholisten uit.

Deze uitbreiding werd aldus gerechtvaardigd in de memorie van toelichting :

« Het staat vast, dat sedert eenige jaren de aangroei der misdadigheid in België stil staat en merkelijk neigt tot afnemings; doch het streven naar verzedelijking, waarvan de uitslagen zich aldus bevestigen, wordt meer en meer tegengehouden door de vergiftiging waaraan onze bevolking ten prooi is. Wat deze uitslagen, — kenteekenen van den zedelijken toestand van ons land, — zonder alcohol zouden zijn, kan men zich licht voorstellen wanneer men de statistiek der straffen raadpleegt, en aantekent, om ze samen te tellen, de aanrandingen en misdaden door alcohol veroorzaakt en waarvan de dagbladen ons dagelijks het verhaal brengen.

» De verwoesting, door alcoholzucht aangericht, groeit steeds aan; zij, die er een bron van rijkdom in vinden, werken vrij tot hare uitbreiding; de geslachten, gekomen tot den ouderdom der misdadige gewelddaden met het erfgebrek van alcoholisme, volgen elkander sedert vijf en twintig jaar op; de absintzucht, die in Frankrijk woedt, is nog schadelijker dan de alcoholzucht; zij spaarde tot hiertoe ons land; de absintzucht staat dringend voor de deur.

» De geneeskunde leert en de crimineele wetenschap neemt aan, dat de dronkenschap, zelfs wanneer zij vrijwillig is, alsmede het chronische alcoholisme de straffelijke toerekenbaarheid kunnen verminderen en dat de alcohol-waanzin haar wegneemt. De geneeskunde getuigt dat de bedreiging met straf zonder uitwerking blijft, wanneer de alcohol tot misdaad aanzet. De beteugeling door straf tegenover het alcoholisme is dus niet bij machte de maatschappelijke veiligheid te verzekeren, en het wordt tijd, althans op het gebied der misdadigheid, de onontbeerlijk geworden maatregelen te nemen tegen de geweldnarigen van hen die aan alcoholziekte lijden.

» Eene redematige en billijke gelijkstelling rechtvaardigt, tegenover de alcoholziekte, binnen de grenzen door de geneeskunde bepaald, de veiligheidsmaatregelen waarvan de krankzinnigheid het voorwerp is. De bepalingen die in mijn wetsvoorstel de alcoholzieken betreffen, die terechtstaan

---

(1) Artikel 16 van het voorstel van 1897.

wegens daden van geweld of dronkenschap, blijven voorzeker binnen deze grenzen. »

Wij kunnen niet beter doen, om dit voorstel te rechtvaardigen, dan, ten gunste van de door den achtbaren Minister van Justitie van 1890 aangeprezen hervorming, de beweegredenen over te nemen die hij zoo wijselijk ontwikkelde in zijne toelichting. Onnoodig erbij te voegen, dat wij dit deden, aangemoedigd door den steller van het toenmalig ontwerp, onder wiens hooge bescherming wij ons plaatsen.

Het scheen ons echter noodig, den door den geachten heer Le Jeune voorgestelden tekst te wijzigen op twee belangrijke punten.

Artikel 16 van dezen tekst voorzag de overbrenging naar de bijzondere gestichten van « al wie, voorloopig in hechtenis genomen, is aangetast door zwakheid of zware ziekte, alsook van den veroordeelde wiens gezondheid door de gevangenzitting zoo geschokt zou zijn dat zijn leven in gevaar is ».

Waarom deze gelijkstelling? Zijn die zieken wel op hunne plaats in de « bijzondere gestichten », welke zijn ingericht voor krankzinnigen en niet uitgerust zijn om gewone zieken te verplegen? Zullen deze niet beter verzorgd worden in de ziekenkamer onzer gewone gevangenhuisen, waarvan deze of gene bijzonder zou kunnen ingericht worden voor hunne verpleging? Zou bovendien het samenbrengen van al die misdadigers de bijzondere gestichten niet doen ontaarden?

Wij hebben dus uit den tekst en uit den titel zelf van het voorstel weggelaten al wat deze zieken betref.

Anderdeels droeg artikel 7 van het voorstel Le Jeune aan de Comiteiten tot toezicht en bewaking dier gestichten de zorg op, uitspraak te doen over de vrijlating der personen opgesloten in een bijzonder Rijksgesticht wegens neiging tot doodslag, tot verkrachting of tot brandstichting.

Men kan zich afvragen of deze Comiteiten de bevoegdheid tot dergelijke zending zouden bezitten. Daar zij enkel als bestuurlijke inrichtingen optreden, zullen hunne beslissingen niet in 't bijzijn van partijen genomen worden. Beter is het, in het belang van maatschappij en personen, de rechterlijke overheid te doen optreden. Deze zal het Openbaar Ministerie hooren, alsook den opgeslotene of hen die bevoegd zijn om hen ter zijde te staan of te vervangen; zij zal, bij voorkomend geval, het advies kunnen inwinnen van vakmannen en, in elk geval, met meer voorzichtigheid besluiten dan een Comiteit dat zonder eenige formaliteit eene beslissing neemt.

De wets hervorming, die wij voorstaan, zal aanleiding geven tot maatregelen van uitvoering die wij niet omstandig behoeven te onderzoeken. Wij oordeelen echter dat deze maatregelen uit de bijzondere gestichten moeten weren al wat onnoodig gemak of onnoodige gerieflijkheid mocht toevoegen aan de vereischten van de verpleging. Evenals het gebouw der gestichten, net als dit der gevangenhuisen, elke poging tot ontsnapping moet voorzien, zal een strenge verordening hun personeel moeten gelijkstellen met het

personeel der gevangenhuizen, wat betreft de verantwoordelijkheid. Het stelsel der thans bestaande gestichten levert in dit opzicht slechts halve waarborgen en, daar het noodig is de maatschappij te beschermen tegen de ontsnapping van misdadige zinneloozen, is dit nog een reden te meer tot aanneming van onze voorgestelde hervorming.

Deze hervorming raakt tevens de toepassing van ons strafstelsel en de wetgeving betreffende de krankzinnigen. Zij geeft ons, naar onze meening, de waarborgen die de openbare veiligheid met aandrang vereischt.

Daarom drukken wij de hoop uit, dat de Kamer den noodigen tijd zal vinden om spoedig over te gaan tot de behandeling van het wetsvoorstel.

CARTON DE WIART.

---

Proposition de loi portant organisation d'asiles spéciaux pour l'internement et le traitement des aliénés dits « criminels », des aliénés dangereux et des alcoolisés.

ARTICLE PREMIER.

Il sera établi, aux frais de l'État, sous la dénomination d'*Asile spécial de l'État*, des asiles affectés exclusivement à l'internement et au traitement des aliénés et des alcoolisés qui sont l'objet des dispositions de la présente loi.

ART. 2.

Les condamnés aux travaux forcés, à la reclusion ou à l'emprisonnement correctionnel, atteints d'aliénation mentale, sont internés dans un Asile spécial de l'État. Le transfèrement dans l'Asile spécial de l'État a lieu sur la réquisition du Parquet général dans le ressort duquel la condamnation a été prononcée.

Pour ces condamnés, l'internement dans l'Asile spécial de l'État sera toujours imputé sur la durée de la peine.

ART. 3.

La Cour d'assises, en chambre du conseil, lorsqu'elle estime qu'il y a lieu de rechercher si l'accusé qui a été l'objet d'un verdict de non-culpabilité n'est atteint ni d'aliénation men-

Wetsvoorstel houdende instelling van bijzondere inrichtingen tot opneming en behandeling van zoogenaamde crimineele krankzinnigen, van gevaarlijke krankzinnigen en van alcoholisten.

EERSTE ARTIKEL.

Onder benaming van *Bijzonder Rijksgesticht*, worden op 's Rijks kosten gestichten opgericht die uitsluitend dienen tot opneming en verpleging van de krankzinnigen en alcoholisten, bij de bepalingen dezer wet bedoeld.

ART. 2.

Veroordeelden tot dwangarbeid, tot opsluiting of tot correctioneele gevangenisstraf, die met krankzinnigheid zijn geslagen, worden in een bijzonder Rijksgesticht opgenomen. Overbrenging naar het bijzonder Rijksgesticht geschiedt op aanzoek van het Parket-Generaal binnen welks rechtsgebied de veroordeeling is uitgesproken.

Voor die veroordeelden wordt hun verblijf in het bijzonder Rijksgesticht steeds van den straftijd af gerekend.

ART. 3.

Wanneer het Assisenhof, in raadkamer vergaderd, denkt dat er dient nagegaan of de beschuldigde, die door de jury-uitspraak onschuldig is verklaard, niet aan krankzinnigheid of

tale ni d'alcoolisme chronique, peut, après l'acquiescement prononcé, le renvoyer devant la Chambre du conseil du tribunal de première instance séant dans la même ville et ordonner qu'il sera provisoirement placé dans un Asile spécial de l'État.

La Chambre du conseil, saisie par ce renvoi, procède, d'urgence, aux investigations nécessaires. Si elle juge que l'accusé acquitté est atteint d'aliénation mentale et ne peut être mis en liberté, elle ordonne qu'il sera maintenu à l'Asile spécial de l'État ou qu'il sera transféré dans un asile ordinaire. L'internement dans l'Asile spécial de l'État sera ordonné, lorsque l'accusé, reconnu aliéné, aura manifesté des instincts homicides ou le penchant au viol ou à l'incendie et lorsque ses mœurs dépravées ou ses habitudes perverses le rendront dangereux pour les autres malades. Si elle juge que l'accusé acquitté est atteint d'alcoolisme chronique, elle ordonne qu'il sera interné dans un Asile spécial de l'État.

#### ART. 4.

Lorsque l'auteur d'un fait, qualifié crime ou délit, est reconnu irresponsable par suite de son état mental, la Chambre du conseil du tribunal ou de la Cour d'appel, dans le cas de non-lieu ou d'acquiescement, en matière correctionnelle, et la Chambre des mises en accusation, dans le cas d'arrêt de non-lieu, peuvent, d'après les circonstances, ordonner qu'il sera interné dans un Asile spécial de l'État ou ordonner qu'il sera interné dans un asile ordinaire.

L'internement dans un Asile spécial

aan ingewortelde alcoholziekte lijdt, kan het hof hem, na vrijspraak, verwijzen naar de Raadkamer van de in dezelfde stad zitting houdende rechtbank van eersten aanleg en bevelen dat hij voorloopig in een bijzonder Rijksgesticht worde geplaatst.

De Raadkamer, naar welke de persoon is verwezen, doet, zonder uitstel, de noodige opsporingen. Acht zij dat de vrijgesproken beschuldigde met krankzinnigheid is geslagen en niet in vrijheid kan worden gesteld, zoo beveelt zij dat hij in het bijzonder Rijksgesticht zal blijven of naar een gewoon gesticht worden overgebracht. Opneming in het bijzonder Rijksgesticht wordt bevolen, wanneer de beschuldigde, krankzinnig erkend zijnde, neiging tot doodslag, tot verkrachting of tot brandstichting aan den dag heeft gelegd en wanneer hij, door zijne verdorven zeden of slechte gewoonten, voor andere zieken gevaarlijk is. Acht zij dat de vrijgesproken beschuldigde lijdt aan ingewortelde alcoholziekte, zoo beveelt zij dat hij in een bijzonder Rijksgesticht worde opgenomen.

#### ART. 4.

Wanneer de dader van een feit, dat als misdrijf of wanbedrijf aangemerkt wordt, tengevolge van zijnen geestestoestand ontoerekenbaar wordt geacht, zoo kan de Raadkamer van de rechtbank of van het Hof van beroep, ingeval van buitenvervolginstelling of van vrijspraak in boetstraffelijke zaken, en de Kamer van inbeschuldigingstelling ingeval door het arrest van de vervolging wordt afgezien, volgens de omstandigheden, bevelen dat hij, hetzij in een bijzonder Rijksgesticht, hetzij in een gewoon gesticht worde opgenomen.

Opneming in een bijzonder Rijksgesticht

de l'État sera ordonné, lorsque l'aliéné aura manifesté des instincts homicides ou le penchant au viol ou à l'incendie et lorsque ses mœurs dépravées ou ses habitudes perverses le rendront dangereux pour les autres malades.

## ART. 5.

Lorsque l'internement dans un Asile spécial de l'État est ordonné, en vertu de l'article 3 ou de l'article 4 de la présente loi, par le motif que l'aliéné a manifesté, soit des instincts homicides, soit le penchant au viol ou à l'incendie, mention en est faite dans l'ordonnance.

## ART. 6.

Tout aliéné chez qui l'examen médical aura révélé des instincts homicides ou le penchant au viol ou à l'incendie sera transféré, de l'asile où il aura été reçu conformément à l'article 7 de la loi du 25 janvier 1874, dans un Asile spécial de l'État.

Le certificat médical dont la production est exigée par l'article 8 de la loi du 25 janvier 1874 contiendra, à l'avenir, une déclaration par laquelle le signataire attestera ou qu'il a constaté, chez l'aliéné, soit des instincts homicides, soit le penchant au viol ou à l'incendie ou qu'il n'a connaissance d'aucun motif qui doive faire soupçonner que l'aliéné se trouve sous l'empire de l'une de ces manies.

Dans le cas de déclaration affirmative et dans le cas du n° 1 de l'article 7 de la loi du 25 janvier 1874, l'aliéné sera placé dans un quartier d'observation et y sera maintenu pendant

gesticht wordt bevolen, wanneer de krankzinnige neiging tot doodslag, tot verkrachting of tot brandstichting aan den dag heeft gelegd, en wanneer zijne verdorven zeden of slechte gewoonten hem voor andere zieken gevaarlijk maken.

## ART. 5.

Wanneer opneming in een bijzonder Rijksgesticht wordt bevolen krachtens artikel 3 of artikel 4 van deze wet, doordien de krankzinnige hetzij neiging tot doodslag, hetzij neiging tot verkrachting of tot brandstichting aan den dag heeft gelegd, zoo wordt daarvan melding gemaakt in het bevelschrift.

## ART. 6.

Ieder krankzinnige, bij wien het geneeskundig onderzoek neiging tot doodslag, tot verkrachting of tot brandstichting heeft ontdekt, wordt, van het gesticht, waarin hij overeenkomstig artikel 7 der wet van 25 Januari 1874 werd opgenomen, naar een bijzonder Rijksgesticht overgebracht.

In het geneeskundig getuigschrift, waarvan de overlegging is vereischt bij artikel 8 der wet van 25 Januari 1874, wordt voortaan eene verklaring opgenomen, waarbij de ondertekenaar getuigt: of dat hij bij den krankzinnige hetzij neiging tot doodslag, hetzij neiging tot verkrachting of tot brandstichting heeft waargenomen, of dat er, naar zijn bevinden, geene reden bestaat, welke laat vermoeden dat de krankzinnige door eene dier neigingen is aangetast.

Ingeval de verklaring bevestigend luidt en in het geval bedoeld bij n° 1 van artikel 7 der wet van 25 Januari 1874, wordt de krankzinnige in eene afzonderlijke plaats in 't oog gehouden en



les quinze jours qui suivront son admission.

Lorsque le médecin de l'établissement dans lequel un aliéné est interné a reconnu, chez cet aliéné, les instincts homicides ou le penchant au viol ou à l'incendie, il en rend compte dans un rapport circonstancié qu'il adresse au directeur de l'établissement et dont il constate l'envoi par une annotation au registre tenu en exécution de l'article 22 de la loi du 25 janvier 1874. Le directeur de l'établissement transmet immédiatement ce rapport au Ministre de la Justice, qui ordonne, s'il y a lieu, le transfèrement dans un Asile spécial de l'État.

Les contraventions aux dispositions du présent article, qui seront commises par les chefs, directeurs ou préposés responsables des établissements d'aliénés, seront punies d'un emprisonnement qui n'excédera pas un an et d'une amende qui n'excédera pas trois mille francs ou de l'une de ces deux peines.

#### ART. 7.

Les individus dont l'internement dans un Asile spécial de l'État a été ordonné pour cause d'instincts homicides ou de penchant au viol ou à l'incendie ne sont mis en liberté qu'en vertu d'une ordonnance de la Chambre du conseil du Tribunal de première instance dans le ressort duquel ils sont internés. Cette ordonnance ne pourra être provoquée que sur le vu de la déclaration mentionnée au paragraphe premier de l'article 13 de la loi du 25 janvier 1874.

Cette déclaration sera inopérante à leur égard, à moins qu'elle n'énonce que

moet hij daar gedurende vijftien dagen na zijne opneming verblijven.

Wanneer de geneesheer van het gesticht, waarin een krankzinnige is opgenomen, bij dezen krankzinnige neiging tot doodslag, tot verkrachting of tot brandstichting waarneemt, maakt hij er melding van in een omstandig verslag dat hij tot den bestuurder van het gesticht richt en waarvan de opzending blijkt uit eene aantekening in het boek gehouden ter uitvoering van artikel 22 der wet van 25 Januari 1874. De bestuurder van het gesticht maakt dat verslag onmiddellijk over aan den Minister van Justitie; deze, zoo daartoe grond voor is, beveelt de overbrenging van den krankzinnige naar een bijzonder Rijksgesticht.

Elke overtreding van de bepalingen van dit artikel, begaan door hoofden, bestuurders of verantwoordelijke beambten van krankzinnigengestichten, wordt gestraft met eene gevangenisstraf van ten hoogste één jaar en met eene geldboete van ten hoogste drieduizend frank of met eene enkele dezer straffen.

#### ART. 7.

Een persoon, wiens opneming in een bijzonder Rijksgesticht werd bevolen wegens neiging tot doodslag, tot verkrachting of tot brandstichting, kan enkel in vrijheid worden gesteld krachtens een bevel van de Raadkamer der Rechtbank van eersten aanleg binnen welker rechtsgebied hij is opgesloten. Dit bevel mag slechts worden genomen op vertoon van de bij lid 1 van artikel 13 der wet van 25 Januari 1874 voorgeschreven verklaring.

Deze verklaring blijft zonder gevolg te zijnen opzichte, tenzij daarin is ver-

leur guérison doit être considérée comme définitive. Le Tribunal, en Chambre du conseil, procédera aux vérifications qu'il jugera nécessaires et entendra, contradictoirement avec le Ministère public, l'interné ou celui qui aura qualité pour l'assister ou le représenter.

Lorsque le Tribunal aura autorisé la mise en liberté de l'interné, copie de son ordonnance sera immédiatement envoyée au directeur de l'asile, au procureur du Roi près le tribunal de première instance de l'arrondissement et, en outre, s'il s'agit d'un internement ordonné conformément à l'article 3 ou à l'article 4 de la présente loi, au procureur général près la Cour d'appel dans le ressort de laquelle l'instruction aura eu lieu.

Le délai imparti par le paragraphe 2 de l'article 13 de la loi du 25 janvier 1874 prendra cours à la date de cet envoi et sera de quinze jours. Avis de l'ordonnance sera donné, ainsi qu'il est dit au paragraphe 1<sup>er</sup> du même article, aux personnes et aux autorités y désignées.

#### ART. 8.

Les individus dont l'internement dans un Asile spécial de l'État a eu lieu en vertu de l'article 2 de la présente loi et dont la peine est expirée, ceux dont l'internement a été ordonné en vertu de l'article 3 ou de l'article 4 de la présente loi pour autre cause que les instincts homicides ou le penchant au viol ou à l'incendie, ne sont mis en liberté, dans les formes tracées par l'article 13 de la loi du 25 janvier 1874, que pour autant que le médecin de l'asile atteste, dans la déclaration de guérison, qu'à aucune époque il n'a constaté chez eux ni instincts homicides,

meld dat hij als voorgoed genezen moet worden beschouwd. De Rechtbank gaat, in Raadkamer, over tot de onderzoekingen die zij noodig acht en hoort, het Openbaar Ministerie er bij geroepen, den opgeslotene of den persoon die bevoegd is hem bij te staan of hem te vervangen.

Wanneer de invrijheidstelling van den opgeslotene door de Rechtbank is toegelaten, wordt een afschrift van haar bevel onmiddellijk door den bestuurder van het gesticht gezonden aan den procureur des Konings bij de rechtbank van eersten aanleg van het arrondissement en, daarenboven, zoo het geldt eene overeenkomstig artikel 3 of artikel 4 van deze wet bevolen opneming, aan den procureur-generaal bij het Hof van beroep binnen welks rechtsgebied het onderzoek heeft plaats gehad.

De bij lid 2 van artikel 13 der wet van 25 Januari 1874 bedoelde termijn neemt een aanvang op den dag van die opzending en bedraagt vijftien dagen. Van het bevel wordt, zooals is gezegd in lid 1 van hetzelfde artikel, kennis gegeven aan de daarin aangeduide personen en overheden.

#### ART. 8.

Een persoon, wiens opneming in een bijzonder Rijksgesticht is geschied krachtens artikel 2 van deze wet en wiens straf uit is; een persoon, wiens opneming krachtens artikel 3 of artikel 4 van deze wet werd bevolen wegens eene andere reden dan neiging tot doodslag, tot verkrachting of tot brandstichting, wordt op de bij artikel 13 der wet van 25 Januari 1874 voorgeschreven wijze slechts dan in vrijheid gesteld, wanneer de geneesheer van het gesticht, in de verklaring van genezing, bevestigt dat hij bij bedoelden persoon nooit neiging tot doodslag, tot verkrachting

ni penchant au viol ou à l'incendie. A défaut de cette attestation, ils ne peuvent être mis en liberté que dans les formes réglées par l'article 7 de la présente loi.

## ART. 9.

Lorsque l'aliéné interné dans un Asile spécial de l'État en vertu de l'article 2 de la présente loi, a purgé sa condamnation, le transfèrement dans un asile ordinaire est autorisé par le Ministre de la Justice, sur le vu d'un rapport du médecin de l'asile, attestant qu'à aucune époque il n'a constaté, chez cet aliéné, ni instincts homicides, ni penchant au viol ou à l'incendie, ni mœurs dépravées ou habitudes perverses qui le rendent dangereux pour les autres malades.

## ART. 10.

Les tribunaux, lorsqu'ils condamneront à un emprisonnement de plus de quinze jours et de moins de deux ans, du chef d'homicide, de lésions corporelles, de viol, d'attentat à la pudeur, d'outrage public aux mœurs ou d'incendie, un prévenu qui aura commis le délit en état d'ivresse volontaire ou sous l'influence de l'alcoolisme chronique pourront ordonner qu'il sera interné dans un Asile spécial de l'État.

La condamnation, dans ce cas, sera toujours exécutée dans la quinzaine du prononcé de l'arrêt ou du jugement et le transfèrement dans l'Asile spécial de l'État aura lieu à l'expiration de la peine.

of tot brandstichting heeft waargenomen. Bij ontstentenis van deze bevestiging, kan die persoon slechts in vrijheid worden gesteld op de wijze voorgescreven bij artikel 7 van deze wet.

## ART. 9.

Wanneer de krachtens artikel 2 van deze wet in een bijzonder Rijksgesticht opgenomen krankzinnige zijne straf heeft uitgedaan, wordt zijne overbrenging naar een gewoon gesticht toegelaten door den Minister van Justitie, op vertoon van een verslag van den geneesheer van het gesticht, bevestigende dat hij nooit, bij dien krankzinnige, neiging tot doodslag, tot verkrachting of tot brandstichting, noch verdorven zeden of slechte gewoonten, waardoor hij voor andere zieken gevaarlijk zou wezen, heeft waargenomen.

## ART. 10.

Wanneer de rechtbanken, wegens doodslag, lichamelijk letsel, verkrachting, aanranding der eerbaarheid, openbare schennis van de goede zeden of brandstichting, eenen betichte, die het strafbaar feit heeft begaan in staat van vrijwillige dronkenschap of onder den invloed van ingewortelde alcoholziekte, veroordeelen tot gevangenisstraf van meer dan vijftien dagen en van minder dan twee jaar, kunnen zij bevelen dat hij in een bijzonder Rijksgesticht worde opgenomen.

In dat geval, wordt de veroordeeling steeds binnen vijftien dagen na de uitspraak van het arrest of van het vonnis ten uitvoer gelegd en geschiedt de overbrenging naar het bijzonder Rijksgesticht na afloop van den straf tijd.

## ART. 11.

Lorsqu'un individu aura, dans l'espace de quatre années, encouru cinq condamnations du chef de l'infraction prévue à l'article premier, litt. A de la loi du 16 août 1887 concernant l'ivresse publique, le tribunal, en le condamnant pour la cinquième récidive, pourra ordonner qu'il sera interné dans un Asile spécial de l'État.

## ART. 12.

Toute personne retenue dans un Asile spécial de l'État ou toute autre personne intéressée pourra, à toute époque, se pourvoir devant le tribunal de première instance séant au lieu de la situation de l'asile et demander, par requête, qu'il soit mis fin à l'internement.

La requête sera communiquée au ministère public; copie en sera transmise par le ministère public au Comité d'inspection et de surveillance de l'asile, lequel lui fera parvenir, avec son avis sur la demande, un rapport du médecin de l'asile. Si la personne internée est interdite, son tuteur sera entendu par le tribunal.

Le tribunal, en Chambre du conseil, après les vérifications nécessaires, ordonnera, s'il y a lieu, la mise en liberté.

Il sera procédé de même sur l'appel qui pourra être interjeté, dans le délai de cinq jours, tant par la partie demanderesse que par le ministère public.

Si la mise en liberté n'est pas ordonnée, la Chambre du conseil peut décider qu'il ne sera procédé à un nouvel examen, sur la demande nouvelle,

## ART. 11.

Wanneer een persoon, binnen een tijdsverloop van vier jaar, vijfmaal is gestraft wegens de overtreding bedoeld in artikel 1, letter A, der wet van 16 Augustus 1887 op de openbare dronkenschap, kan de rechtbank, hem veroordeelende wegens de vijfde herhaling, bevelen dat hij in een bijzonder Rijksgesticht worde opgenomen.

## ART. 12.

Ieder persoon die in een bijzonder Rijksgesticht is opgenomen of ieder ander belanghebbende persoon kan, te allen tijde, zich wenden tot de rechtbank van eersten aanleg binnen welks rechtsgebied het gesticht is gelegen en, bij verzoekschrift, vragen dat men het verblijf in het gesticht doe ophouden.

Het verzoekschrift wordt aan het openbaar ministerie medegedeeld; het openbaar ministerie zendt er een afschrift van aan het Comité belast met het toezicht en de bewaking over het gesticht, 't welk hem, met zijn advies over het verzoek, een verslag van den geneesheer van het gesticht doet geworden. Is de opgenomen persoon geïnterdiceerd, zoo wordt zijn voogd door de rechtbank gehoord.

Na de noodige onderzoekingen, beveelt de rechtbank, in Raadkamer vergaderd, de invrijheidstelling, zoo daartoe redenen zijn.

Evenzoo wordt gehandeld met het beroep dat, binnen den tijd van vijf dagen, zoowel door de eischende partij als door het openbaar ministerie kan worden aangetekend.

Wordt de invrijheidstelling niet bevolen, zoo kan de Raadkamer beslissen dat tot een nieuw onderzoek over de nieuwe aanvraag slechts na een door

qu'après l'expiration d'un délai qu'elle fixe et qui ne dépassera pas un an.

## ART. 13.

Les actes judiciaires ou extrajudiciaires prévus par le précédent article seront visés pour timbre et enregistrés gratis.

## ART. 14.

Lorsqu'un individu sorti d'un Asile spécial de l'État, dans les conditions qui donnent lieu à l'application de l'article 7 de la présente loi, devra, par suite de rechute, être interné de nouveau, il sera réintégré dans un Asile spécial de l'État.

Tout chef, directeur ou préposé responsable d'un établissement d'aliénés, qui sciemment l'admettra conformément à l'article 7 de la loi du 25 janvier 1874, sans en donner immédiatement avis au Ministre de la Justice, sera puni d'un emprisonnement qui n'excédera pas un an et d'une amende qui n'excédera pas trois mille francs ou de l'une de ces deux peines.

## ART. 15.

Les dispositions du chapitre VI de la loi du 25 janvier 1874 sont applicables aux frais d'entretien des aliénés internés dans un Asile spécial de l'État.

haar te bepalen tijdsverloop van ten hoogste één jaar zal worden overgegaan.

## ART. 13.

De in het vorig artikel bedoelde gerechtelijke of buitengerechtelijke akten worden kosteloos voor zegel gevisceerd en geregistreerd.

## ART. 14.

Wanneer een persoon, die, onder de omstandigheden welke aanleiding geven tot toepassing van artikel 7 dezer wet, een bijzonder Rijksgesticht heeft verlaten en hij wegens wederinstorting opnieuw moet worden opgesloten, zoo wordt hij andermaal opgenomen in een bijzonder Rijksgesticht.

Wordt gestraft met eene gevangenisstraf van ten hoogste een jaar en met eene geldboete van ten hoogste drieduizend frank of met ééne dezer straffen, ieder hoofd, ieder bestuurder of verantwoordelijke beambte van een krankzinnigengesticht die hem willens en wetens opneemt, overeenkomstig artikel 7 der wet van 25 Januari 1874, zonder daarvan onmiddellijk kennis te geven aan den Minister van Justitie.

## ART. 15.

Het bepaalde bij hoofdstuk VI der wet van 25 Januari 1874 is van toepassing op de kosten van onderhoud van de in een bijzonder Rijksgesticht opgenomen krankzinnigen.

H. CARTON DE WIART.

A. BEERNAERT.

J. VAN DER LINDEN.

LOUIS FRANCK.

ÉMILE VANDERVELDE.

LÉON MABILLE.